

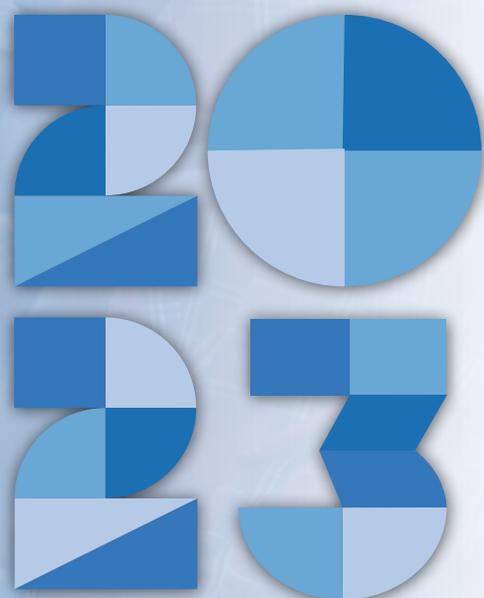


NATIONS UNIES
TOGO



Rapport annuel du cadre de coopération

.....
Ensemble, pour
des communautés
résilientes



Sommaire



3	Sigles & abréviations
5	Avant-propos
7	L'équipe de pays
9	Principaux partenaires de développement
10	CHAPITRE 1: Principaux développements dans le contexte national et régional
14	CHAPITRE 2: Soutien du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement par le biais du cadre de coopération
15	2.1. Aperçu des résultats du cadre de coopération
16	2.2. Priorités, résultats et produits du cadre de coopération
41	2.3. Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030
42	2.4. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficience des Nations unies
44	2.5. Évaluations et enseignements tirés
46	2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources
48	CHAPITRE 3: Priorités de l'Equipe de Pays pour l'année prochaine
52	ANNEXE: PROGRES DES INDICATEURS DU CCDD

Sigles & abréviations

AGET	Association des Grandes Entreprises du Togo
ANAT	Association Nationale des Personnes Atteintes d'Albinisme au Togo
ANPC	Agence Nationale de la Protection Civile
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
ARCOP	Agence de Régulation de la Commande Publique
ASC	Agents de Santé Communautaire
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CCDD	Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
CIPLEV	Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CNP	Togo Conseil National du Patronat du Togo
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CRT	Caisse de Retrait du Togo
EdP	Équipe de Pays
EEI	Engins Explosifs Improvisés
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FDS	Force de Défense et de Sécurité
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FETAPH	Fédération Togolaise des Associations de Personnes Handicapées
FIDA	Fonds international de développement agricole
GES	Gaz à Effet de Serre
HCDH	Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme
ICAT	Institut de Conseil et d'Appui technique
INAM	Institut National d'Assurance Maladie
INH	Institut National d'Hygiène
INSEED	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
ITRA	Institut Togolais de Recherche Agronomique
MAERTE	Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur
MEPSTA	Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat
OCB	Organisation Communautaire de Base
ODD	Objectifs du Développement Durable
OIT	Organisation Internationale du Travail
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale

ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONU	Femmes Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUHABITAT	Organisation des Nations Unies pour les Etablissements Humains
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH / SIDA
OPFA	Organisations de Producteurs Forestiers et Agricoles
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PURS	Programme d'Urgence pour la Résilience dans la Région des Savanes
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
RGPH	5 ^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAP	Système d'Alerte Précoce
TPME	Très Petite et Moyenne Entreprise
UE	Union Européenne
UNCDF	Fonds d'équipement des Nations unies
UNCT	United Nations Country Team
UNCTAD	United Nations Trade and Development
UNEP	Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)
UNHCHR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNODC	United Nations Office on Drugs and Crime
UNOPS	United Nations Office for Project Services
UNREC	Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus de l'Immuno-déficience Humaine / Syndrome Immuno Déficitaire Acquis
VMS	Violence en Milieu Scolaire
VNU	Volontaires des nations Unies
ZLECAf	Zone de libre-échange continental africaine



Avant-propos

L'année 2023 marque le début de la mise en œuvre du nouveau Cadre de coopération entre le gouvernement de la République togolaise et l'équipe pays des Nations Unies pour la période de 2023-2026. L'objectif est d'appuyer les efforts du gouvernement pour la réalisation de l'Agenda 2030 à travers 3 priorités interdépendantes déclinées en 5 effets.

Afin de contribuer à la croissance économique, plus de 2000 petits entrepreneurs ainsi que 35 TPME & 41 coopératives ont bénéficié d'outils digitaux pour améliorer et renforcer leur compétitivité. Dans le cadre de la résilience environnementale et l'adaptation au changement climatique, 15 000 personnes ont adopté les bonnes pratiques de gestion durable des terres tandis que les institutions nationales et locales ont été outillées en matière de prévention et de réponse.

L'accès aux services sociaux de base a été amélioré par le renforcement du système éducatif et sanitaire aussi bien pour les femmes, les jeunes, les filles et les garçons. Plus de 500 000 personnes ont bénéficié de services et soins de santé sexuelle et reproductive, maternelle et infantile, de VIH-sida, et plus de 130 000 personnes ont accès à l'eau potable. Ces interventions ont également pris en compte la situation d'urgence sécuritaire dans le Nord du pays où le Togo accueille plus de 47.000 personnes en situation de déplacement forcé, dont 37 000 réfugiés burkinabés et environ 10 000 déplacés internes. Diverses actions ont permis d'améliorer leur nutrition et prévenir la malnutrition chronique.

Dans le domaine de la gouvernance et de la prévention des conflits, on peut noter les efforts de modernisation de l'administration pour fournir un service public de qualité et accessible. De plus, divers soutiens ont été apportés pour prévenir l'extrémisme violent impliquant les femmes et les jeunes au Bénin, au Burkina Faso et au Togo.

Au total, l'équipe pays a investi 34 618 723 USD soit environ 20 450 000 000 Fcfa, mobilisé auprès des bailleurs bilatéraux (principalement la France, l'Allemagne, les USA et le Japon), multilatéraux (UE, PBF, FEM) et le secteur privé international (Takeda Pharmaceutica company) auxquels il faut

ajouter les fonds propres des Nations Unies. Les appuis ont ciblé la quasi-totalité des ministères grâce à une architecture partenariale multi-acteurs comprenant les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, la société civile, les Universités et les centres de recherche.

Pour mieux répondre aux besoins des populations, l'équipe pays s'est renforcée par l'ouverture d'un bureau de UNOPS à Lomé. Face à l'urgence, les Nations Unies ont accru leur présence dans le Nord, en l'occurrence à Kara et Dapaong. Les efforts conjoints de mobilisation de ressources ont permis d'obtenir environ 14 000 000 USD du fonds pour la prévention des pandémies dans le cadre des futures interventions de l'initiative "une santé".

Les appuis des Nations Unies ont permis d'atteindre des résultats majeurs dans les 5 axes de l'Agenda 2030 notamment les ODD relatifs à la Prospérité (8,9,10,11), la planète (12,13,14,15), la population (1,2,3,4,5,6), la paix (16) et le partenariat (17). Des résultats qui ont permis au Togo de se hisser au-dessus de la moyenne des pays africains et de se positionner 136ème sur 166 pays. Toutefois, la trajectoire des ODD montre que les efforts restent à intensifier pour plus d'inclusivité.

Les bonnes pratiques et les leçons apprises seront prises en compte en 2024 pour mettre à échelle les interventions et accélérer la réalisation des ODD. L'Equipe de pays renforcera les synergies d'intervention à travers des ajustements programmatiques transversaux, tout en s'adaptant à l'évolution du contexte national ou local.



Abdou Dieng
Coordonnateur résident a.i.




"Ce forage est réalisé par l'ONG APPRODIFE
avec l'appui financier du PMF-FEM
à travers le PNUD."

L'équipe de pays



Présence avec un.e Représentant.e Résident.e et/ou Directeur(trice) Pays

ONUSIDA (Directeur pays Benin-Togo)
 UNDP (Représentante Résidente-RR)
 UNFPA (Représentante Résidente - RR)
 UNICEF (Représentante Résidente - RR)
 UNREC (Directeur Régional)
 WFP (Représentant Résident/DP - vacant)
 WHO (Représentant Résident – vacant)



Présence via un.e Chef.fe de Bureau ou de projet

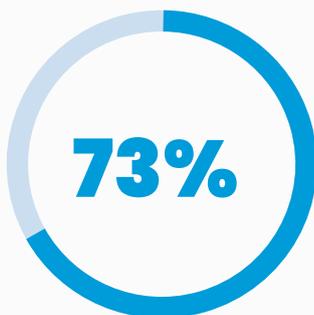
BIT (Chef de projet)
 FAO (Chef de bureau)
 IOM (Chef de bureau)
 ONUDI (Directrice Nationale)
 UNESCO (Chef antenne)
 UNHCR (Cheffe de bureau)
 UNOPS (Cheffe de projet)



Agences sans présence physique au Togo

ECA
 IFAD
 UNCDF
 UNCTAD
 UNEP
 UNFCCC
 UNHABITAT
 UNHCHR
 UNODC
 UNWOMEN

UNCT
 Composition



● Présent
 ● Non présent

15

agences de l'ONU sont signataires CCDD 2023 à 2026

Figure 1: Configuration de l'Equipe de pays

L'équipe de pays s'est agrandie avec l'ouverture d'un bureau projet de UNOPS dont la présence vise à renforcer les capacités d'achat nationales en soutenant notamment l'acquisition accélérée des équipements et matériels nécessaires au renforcement du système de santé.

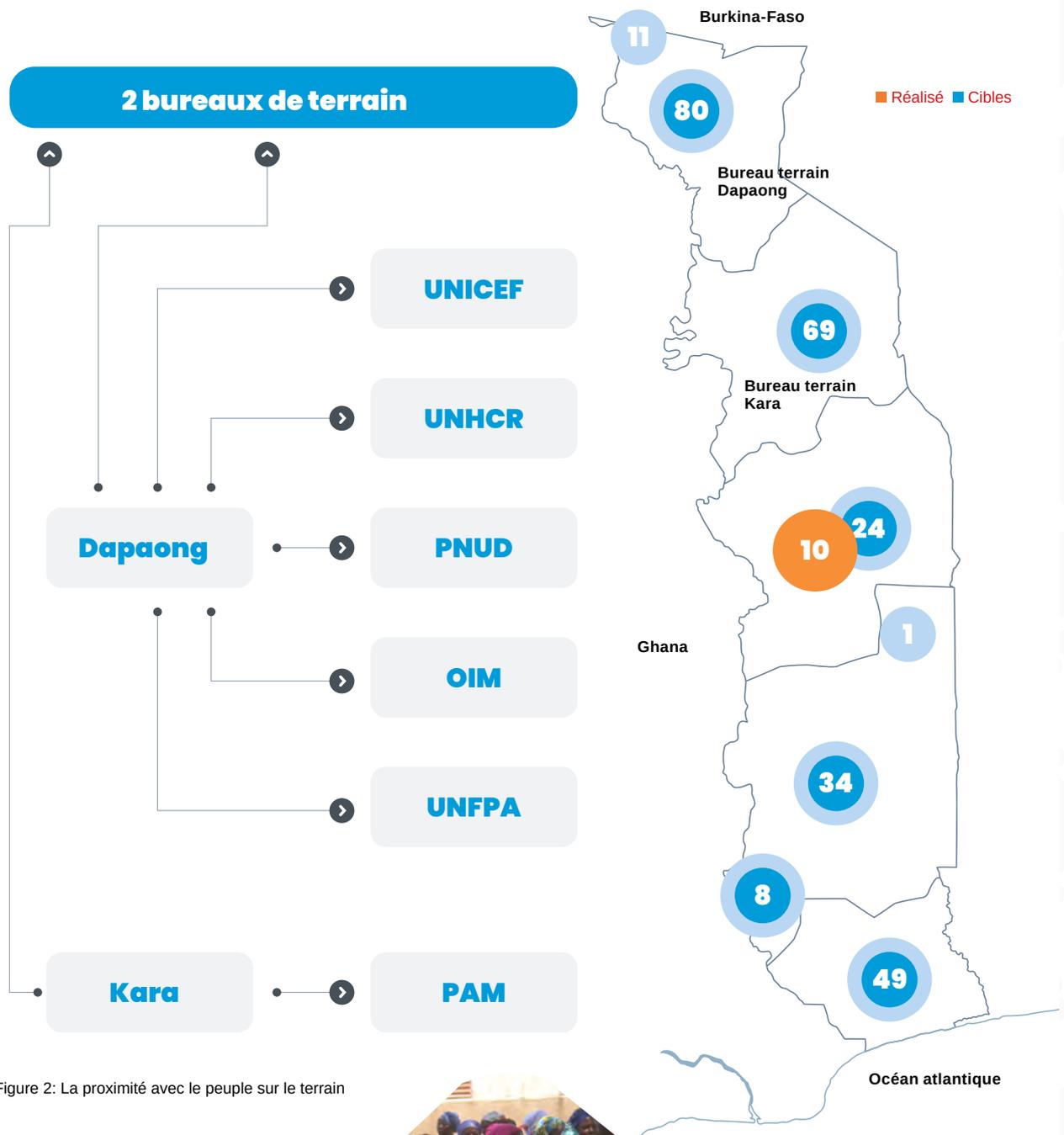


Figure 2: La proximité avec le peuple sur le terrain



Principaux partenaires de développement

En 2023, les Nations Unies ont appuyé la quasi-totalité des Ministères, 66 entités déconcentrées (Directions régionales, sectorielles et agences spécialisées de l'Etat) et décentralisées (communes). Cet appui a été rendu possible grâce à une architecture partenariale multi-acteurs comprenant les partenaires techniques et financiers, les entités du secteur privé, la société civile et les Universités et Centres de recherche.



Figure 3: Les partenaires techniques

En plus des fonds provenant des sièges des entités des Nations Unies, au total 13 partenaires ont apporté un appui financier pour la mise en œuvre du cadre de coopération 2023-2026, au cours de l'année 2023, soit 8 bilatéraux, 4 multilatéraux et 1 du secteur privé étranger :



Figure 4: Les partenaires financiers

En matière de coopération Sud-Sud, on note le renforcement du Cadre de concertation transfrontalière entre les régions du Centre-Est du Burkina Faso et la région des Savanes du Togo, élargi aux régions de l'Est du Burkina Faso, de l'Upper East Region en République du Ghana, et des départements de l'Atacora et de l'Alibori en République du Bénin (par l'OIM). Également à travers le PBF mis en œuvre par l'OIM et le PNUD au Bénin, au Burkina et au Togo, les 3 pays collaborent sur les meilleures pratiques en matière d'initiatives de cohésion sociale et de prévention des conflits.

CHAPITRE 1

Principaux développements dans le contexte national et régional



8 095 498 hbts

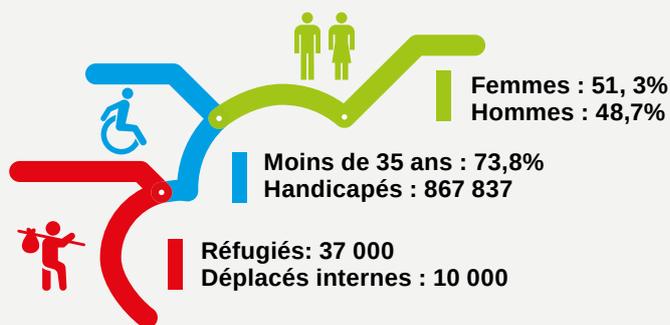
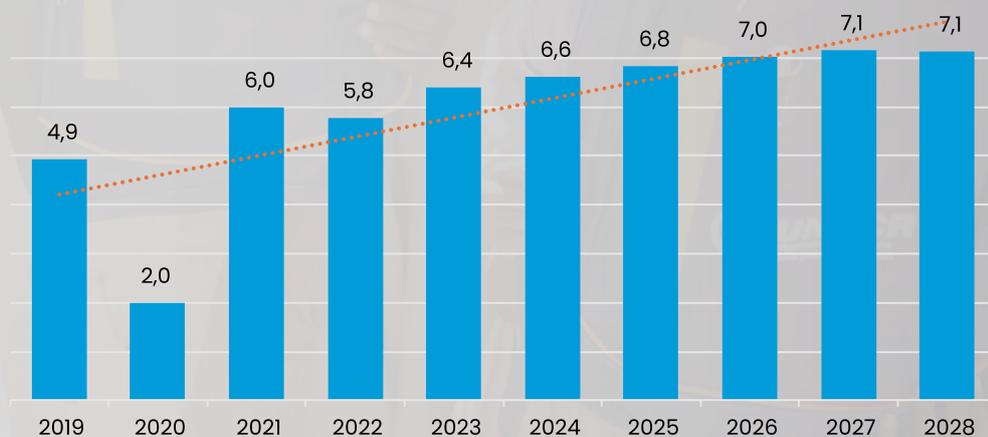


Figure 5: Données démographiques RGPH 5

Sur le plan économique, malgré le fléchissement de la production globale, on note la poursuite de la reprise économique enregistrée en 2021, à la suite de la pandémie de la COVID 19. Selon les données du gouvernement¹, la croissance du Produit Intérieur Brut est estimée à 6,4 %, en hausse par rapport à 2022 (5,8%). Dans un contexte international perturbé par la guerre entre l'Ukraine et la Russie, on note une hausse généralisée des prix des biens et services au niveau mondial et au Togo. La rupture des chaînes d'approvisionnement, la hausse du dollar, des prix de l'énergie et des engrais sont entre autres des facteurs ayant affecté les secteurs de production et par ricochet, les prix des biens et services, avec des conséquences immédiates sur le pouvoir d'achat des populations.

Taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) réel du Togo par rapport à l'année précédente entre 2014 et 2028



Source: PIB Cadrage octobre 2023

¹ Bulletin trimestriel d'informations sur les performances économiques et financières du Togo à fin mars 2024: croissance, inflation, commerce et réformes, mars 2024

Les budgets nationaux ont été augmentés de 1701 milliards Fcfa en 2021 à 1876 milliards Fcfa en 2022 (+10%), et 1958 milliards Fcfa en 2023 (+4,4%). Les ressources ont été orientées vers l'atténuation de l'impact de l'inflation sur les dépenses d'investissement, les défis sociaux liés à la cherté de la vie et la prise en charge des questions sécuritaires et de résilience dans le nord du pays.

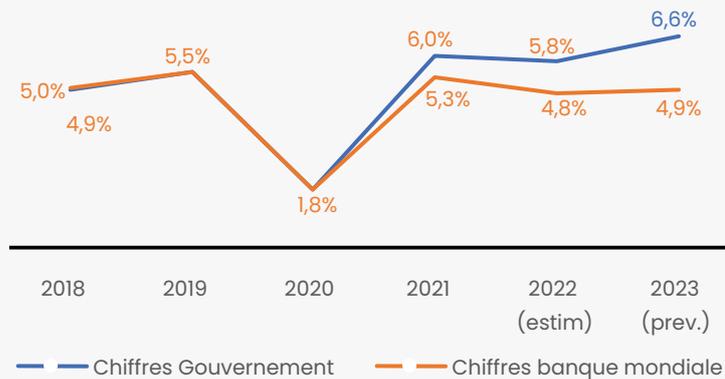


Figure 4: Document de cadrage macroéconomique pluriannuel 2022

En raison de son statut de plaque tournante régionale, les perspectives économiques du Togo peuvent être affectées par l'instabilité politique et socio-économique dans la sous région ouest africaine.

Le rapport mondial du système des Nations Unies sur le suivi des ODD en 2023 indique que le Togo, avec un score de 56,3/100 (55,6 en 2022 et 53,2 en 2021) se hisse au-dessus de la moyenne des pays africains et se positionne à la 136ème place sur 166 pays. Les réformes engagées par le Togo au cours des dernières années se sont traduites par des progrès dans les domaines de l'environnement (ODD 13, 14, 15), de la production responsable (ODD 12), et de l'éducation (ODD 4).

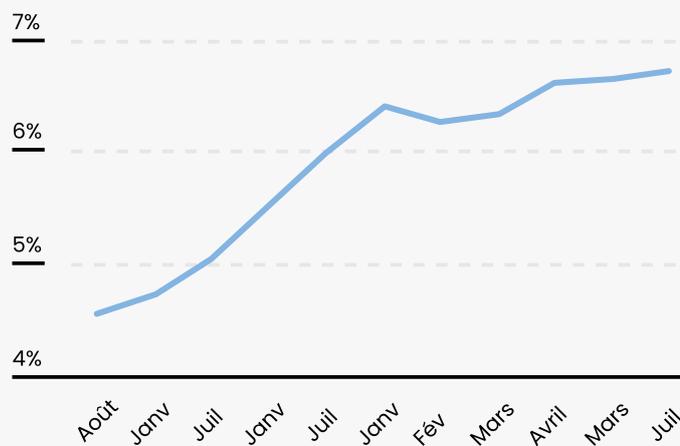
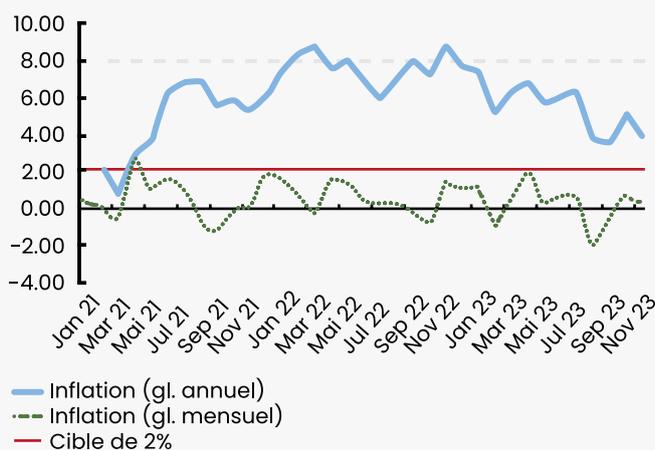


Figure 5: IHPC en hausse continuel depuis 2020

Togo-inflation, glissements annuel et mensuel



Source: INSEED , DMJ: Novembre 2023

- SDG achieved ● Challenges remain ● Significant challenges remain
- Major challenges remain ● information unavailable
- ↑ On track or maintaining SDG achievement ↗ Moderately improving
- Stagnating ↓ Decreasing ● Trend information unavailable

SDG Dashboards and Trends 2023



La trajectoire des ODD montre cependant que les efforts restent à intensifier pour plus d'inclusivité. On note ainsi sur l'ODD 1 (pauvreté), qu'il persiste un pourcentage important (25,8%²) de la population vivant avec moins de \$2,15/jour. La performance de l'ODD 9 (infrastructures résilientes), malgré son évolution reste perfectible. Celles des ODD 3 (Santé), 5 (Genre) 7 (Energie), 10 (Inégalités) et 11 (Villes durables) atteignent également une valeur en dessous de 50%.

Sur le plan sécuritaire, les conséquences de la crise de sécurité au Sahel se traduisent par des incursions répétées de groupes extrémistes violents opérant dans la zone frontalière au Burkina Faso. En réponse, le gouvernement a adopté une approche reposant sur trois piliers : une présence militaire accrue le long de sa frontière nord ; l'extension d'un plan d'urgence visant

à accroître la cohésion sociale en s'attaquant aux disparités socio-économiques et en augmentant la résilience des populations marginalisées ; la création de comités multipartites pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, qui fonctionnent dans le cadre du dialogue démocratique et de l'approche de prévention.

Le gouvernement togolais intensifie également les initiatives de diplomatie préventive pour répondre à la crise de légitimité des autorités étatiques dans la sous-région. En raison de la situation sécuritaire à la frontière nord, le Togo accueille plus de 47.000 personnes en situation de déplacement forcé, dont 37 000 réfugiés burkinabés et environ 10 000 déplacés internes dans la région des Savanes. 61,36% des personnes déplacées internes sont des femmes³.



2
3

<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2024/06/10/pr-24212-togo-imf-conclut-les-mission-for-2024-article-iv-consultation>
Résultats du recensement par le PURS, en décembre 2023, des personnes déplacées internes et externes.

CHAPITRE 2

Soutien du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement par le biais du cadre de coopération



2.1. Aperçu des résultats du cadre de coopération

Au cours de cette première année de mise en œuvre du cadre de coopération, les appuis des Nations Unies ont permis d'atteindre des résultats majeurs dans les 5 axes de l'Agenda 2030,

Prosperité



- Plus de 2000 petits entrepreneurs dont 670 jeunes, et 580 femmes, ainsi que 35 TPME & 41 coopératives soutenus, bénéficient d'outils digitaux pour améliorer et renforcer leur compétitivité.
- Plus de 10 000 petits producteurs et 15 000 ménages (60% gérés par des femmes) ont préservé et/ou accru leur rendement.

Planète



- 15 000 personnes ont adopté de bonnes pratiques de gestion durable des terres et des forêts.
- 73 hectares de terres reboisées et / ou restaurés

Population



- 24 salles de classes construites et équipées au préscolaire et au primaire.
- 1500 acteurs éducatifs formés, y compris sur la prise en charge des enfants vivant avec handicap.
- Plus de 16 000 enfants ont bénéficié d'un service de cantine scolaire.
- Plus de 130 000 personnes dont 63 000 femmes ont accès à l'eau potable dans un environnement assaini et préservé de la défécation à l'air libre.
- Introduction du vaccin contre le papilloma virus humain dans le système de vaccination de routine.
- Plus de 500 000 personnes ont bénéficié de services et soins de santé sexuelle et reproductive, maternelle et infantile, de VIH-sida, et de Planification familiale.
- 2500 victimes de violences basées sur le genre pris en charge (psychologique, médicale et juridique) dans les centres d'écoute. 10% des cas référés à la justice.

Paix

- Le temps de recherche de la documentation par l'administration est réduit de 15 à 5 minutes grâce à la digitalisation des services et à l'archivage électronique de plus 466 000 documents.
- 25 000 enfants ont acquis une identité juridique
- 37 000 réfugiés, 10 000 déplacés internes et les populations hôtes sont plus résilientes
- Plus de 10 000 acteurs participent à des dialogues de prévention et de cohésion sociale



Partenariat



- Le partenariat entre le gouvernement (Ministères de la santé, de l'Agriculture et de l'élevage), la croix rouge et les Nations Unies (OMS, FAO) a permis de mobiliser environ 14 millions USD auprès du fonds pour la gestion des pandémies dans le cadre du "one health".
- Engagement conjoint entre le Bénin, le Burkina Faso et le Togo pour des initiatives concertées de prévention des conflits aux frontières.

Figure 6: Principales réalisations UNCT

Amélioration du financement : des jalons importants franchis pour la mise en place du Cadre national de financement intégré.

Financé par le Fonds pour la réalisation des ODD, le PNUD et l'UNICEF, le Projet pour l'Amélioration du financement du développement a permis entre 2020 et 2023 de réaliser d'importants résultats stratégiques :

- Une meilleure connaissance du paysage des investissements
- Une meilleure compréhension des besoins de financement dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la vaccination et de la nutrition
- La mise en place du portail des investissements qui promeut la transparence du processus d'investissement
- La redynamisation de la plateforme de gestion de l'aide pour aller vers son autonomisation...



AKAYA Kpowbi Tchasso Stéphane,
Ex-Secrétaire Permanent aux Réformes,
(actuel SG du MEF)

2.2. Priorités, résultats et produits du cadre de coopération

Effet 1

Produit 1.1: Les capacités d'organisation, de planification, de suivi, de gestion des connaissances et d'innovations des structures publiques et du secteur privé sont renforcées pour promouvoir une croissance économique inclusive et durable et améliorer la compétitivité et la résilience de l'économie nationale.

D'ici 2026, les populations togolaises, particulièrement les plus vulnérables, participent à l'économie et bénéficient des fruits d'une croissance inclusive, résiliente et créatrice d'emplois décents



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



OIM
ONU MIGRATION



Organisation
internationale
du Travail

L'équipe de pays a soutenu le renforcement des capacités des structures publiques et privées, notamment en planification, suivi, gestion des connaissances et innovation, afin de promouvoir une croissance inclusive et durable. Ainsi, des données permettant l'orientation des programmes

en matière d'emploi et formation sont collectées grâce à la mise en place de plateforme de veille sur la dynamique du marché du travail, en collaboration avec l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE).

De même, la surveillance en temps réel des maladies animales et l'alerte précoce ont été renforcées grâce à l'opérationnalisation de l'outil "Event mobile application/ Emergency prevention system (EMAI/ EMPRESi)" dans 3 régions pilotes (Savanes, Plateaux-Est et Maritime) et la formation de 26 agents vétérinaires (dont 2 femmes).

En outre, les acteurs du secteur privé maîtrisent les protocoles sur le commerce des marchandises et des services, le commerce numérique et le protocole sur les femmes et les jeunes dans le commerce, grâce à la concertation sur les acquis de la ZLECAf, soutenue par l'Equipe de pays. Il en résulte une facile dissémination des informations à l'endroit des TPME, avec plus d'efficacité dans l'orientation. Des opportunités d'investissement en lien avec les ODDs ont été également identifiées grâce à la concertation entre les acteurs du ministère de la promotion de l'investissement et le secteur privé.

L'Equipe de pays soutient la promotion de la consommation des produits locaux et leur accès aux marchés à travers le projet « Initiative pour la certification de 50 produits prioritaires togolais », en collaboration avec le Ministère du commerce, de l'Industrie et de la consommation locale.

De plus, 83 acteurs (73 inspecteurs phytosanitaires et semenciers dont 12 femmes ; 10 membres du comité CODEX Togo) ont amélioré leurs interventions de terrain grâce au renforcement de capacité reçu. Des documents techniques ont été également élaborés pour soutenir les différents secteurs de production notamment, l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, l'apiculture et le commerce.

L'Equipe de Pays a également soutenu l'élaboration de la politique nationale migratoire dont le draft avancé du document est en attente d'approbation finale. Conformément aux recommandations du rapport sur la coopération 2021, un mécanisme de capitalisation des fonds transférés par les migrants, en soutien aux familles et proches, a été mis en place.

Le Conseil National du Patronat du Togo (CNP) a amélioré ses prestations grâce à divers appuis, notamment la production d'un Guide de l'employeur et la formation de 5 formateurs de formateurs, chargés de dispenser la formation en entreprise sur les dispositions légales et réglementaires en matière de travail. Sur la base de cet outil, les capacités de 100 cadres des grandes entreprises ont été renforcées dans différents domaines d'intérêt prioritaire pour le secteur privé.



Produit 1.2 : Les capacités entrepreneuriales des jeunes, des femmes et des personnes handicapées ainsi que les mécanismes et initiatives financiers incitatifs sont renforcés et bien adaptés aux profils des entreprises accompagnées favorisant la transition des entreprises du secteur informel vers le formel, le développement des TPME/TPMI/PME/PMI et la création d'emplois décents.



Dans l'optique de renforcer les moyens de subsistance des populations dans le Nord, des réflexions sur les chaînes de valeur ont permis de mieux appréhender la notion de chaîne de valeur et ses différentes implications. Les informateurs clés ont également été identifiés dans le but d'avoir à échéance, des données fiables sur la filière/chaîne de valeur (Farine de pâte de maïs, Poulet de chair, Chèvre adulte, et Riz blanc).

Ainsi, plus de 1213 opérateurs (entrepreneurs, mareyeuses,

pêcheurs, agriculteurs, entrepreneurs en agriculture, producteurs forestiers et agricoles, commerçantes transfrontalières) dont 539 femmes et 440 jeunes ont amélioré leurs prestations en raison des renforcements de leurs capacités. Notons que 300 jeunes ont été mis en réseau et ont bénéficié de renforcement de leurs capacités. De même, 35 TPME dirigées par des femmes, ont été formalisées et dotées d'équipement de petite transformation: leur productivité est passée d'une tonne par mois, à environ 30 tonnes par mois.



Prestations de **1213 opérateur(trice)s** améliorées à travers le renforcement de capacités.



Amélioration de la productivité de **35 TPME** dirigées par des femmes: passant de 1 tonne par mois à 1 tonne par jour.



Réintégration économique de **104 migrants** de retour au Togo (dont 68 jeunes et 23 femmes) à la travers l'exercice d'une activité génératrice de revenus.



On est stigmatisé, refoulé, embêté, triché, humilié, car ils disent qu'on n'est pas comme les autres êtres humains, qu'on serait descendu du ciel, qu'on ne peut pas être approché au risque d'être contaminé et taché par notre peau. Avec l'ANAT et le PNUD nous avons commencé à reprendre courage, car ce n'est pas tout le monde qui nous rejette. Merci à l'ANAT et au PNUD.

Moricia Zoumavo, 33 ans, albinos, fabricante et vendeuse de savon liquide et détergent.



Produit 1.3 : L'offre de formation technique et professionnelle surtout pour les plus vulnérables (jeunes, femmes et personnes handicapées) est améliorée, diversifiée et ouverte aux innovations et à la digitalisation, répondant au défi de création de plus d'emplois décents et durables.



Diverses interventions ont été menées dans le domaine de la formation technique et professionnelle en vue de la diversifier, de la rendre accessible aux plus vulnérables et de l'améliorer, notamment à travers l'ouverture sur la digitalisation. Ainsi, différents documents de référence, dont le guide du planificateur et le référentiel de compétence des formateurs et des formateurs de formateurs de L'ETFP, ont été élaborés en vue d'améliorer les normes et la qualité des interventions.

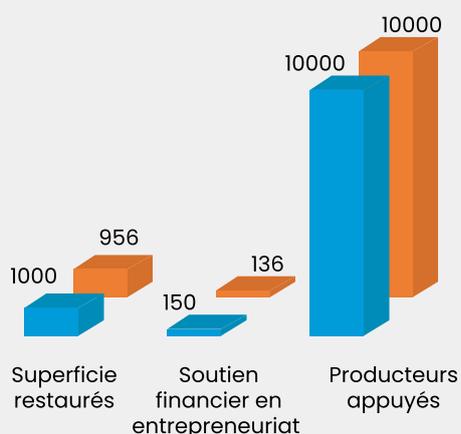
L'amorce de la numérisation du système statistique sur l'ETFP et le renforcement des capacités de 15 cadres du ministère de l'enseignement technique, en charge de la planification permettront de rendre disponible les informations en lien avec la formation technique et professionnelle.

Afin de créer des startups universitaires et fournir des solutions technologiques répondant aux besoins de développement du pays, l'Equipe de pays a lancé la construction d'un Pôle d'Innovation et de Technologie au sein de l'Université de Lomé.

Notons également que 105 jeunes entrepreneurs ont été formés et organisés en réseau pour mutualiser leurs différentes expériences. Aussi 40 étudiant(e)s ont acquis des compétences en pilotage de projet de développement.

Pour une éducation de qualité, l'enseignement secondaire a été appuyé par la production et l'utilisation de vidéos éducatives au cours de l'année scolaire 2023-2024.

Soutien à l'entrepreneuriat et à l'agriculture



Produits 1.4 : Les capacités des acteurs des chaînes de valeurs des secteurs porteurs (agriculture, élevage, industrie, artisanat, tourisme,) sont renforcées pour favoriser la dynamisation des économies locales, l'accès aux innovations porteuses d'effets multiplicateurs sur l'amélioration des revenus et la diversification de l'économie.



Pour améliorer les revenus et diversifier l'économie, plus de 10 000 petits producteurs vulnérables et 2 559 ménages y compris des ménages déplacés dont 1840 ménages dirigés par les femmes, ont amélioré leur production, accru leur rendement et préservé leurs moyens de subsistance grâce à des dotations en semences améliorées et près de 2000 tonnes d'engrais chimiques.

Par ailleurs, 2 certificats de salubrités ont été obtenus auprès de l'INH et l'ITRA au profit de 2 OPFA transformatrices de produits agricoles. Divers appuis ont également été apportés par l'Equipe de pays pour la mise en place de mécanismes incitatifs de financement agricole.



Capacité de production de **26 organisations de producteurs forestiers et agricoles (OPFA) et 42 TPME** grâce aux équipements et appuis divers.



Production de **10 000 petits producteurs vulnérables** et de plus de **2 559 ménages** boostée grâce à l'appui en intrants





Effet 2

Produit 2.1 : Les institutions nationales (ministères sectoriels, structures de recherches, organisations de base, etc.) disposent d'outils et de capacités institutionnelles, juridiques, techniques et matérielles renforcées pour une gestion efficace et efficiente des ressources naturelles et des risques de catastrophes

D'ici 2026, les institutions et les communautés gèrent durablement les ressources naturelles et sont plus résilientes aux effets néfastes du changement climatique et aux risques de catastrophes



En matière de gestion des ressources naturelles et des risques de catastrophe, l'Equipe de pays a doté les structures publiques en outils de planification, équipements et matériels de gestion et renforcé les capacités des acteurs. Ainsi, le plan national de contingence a été actualisé et le processus d'élaboration des 5 plans régionaux d'adaptation aux changements climatique amorcé avec un focus important sur les questions de genre.

Par ailleurs, les capacités de prévention, préparation et coordination des acteurs ont été renforcées pour réduire l'ampleur des pertes et dommages. Ainsi, les seuils d'alerte et d'intervention des acteurs de la plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe et les procédures opérationnelles normalisées (SOP) du centre

national des opérations d'urgence (CNOU) ont été élaborés. Des concertations ont également été conduites avec les communautés locales, notamment sur la participation effective des femmes et des jeunes à la planification et à la mise en œuvre des projets de gestion durable des terres et des forêts.



Capacités de transformation des produits agricoles de **880 personnes** (issues de 22 coopératives) améliorées pour une meilleure gestion de ressources naturelles.



Amélioration de l'estimation du potentiel de réduction de émissions de GES, à travers le renforcement de capacités de **70 experts nationaux** des secteurs agriculture, foresterie et énergie.



Réduction du risque de noyade de plus de **60% dans 10 préfectures**, grâce à la formation de 190 piroguiers.



Conception d'une base de données SIG sur les bonnes pratiques et les leçons apprises et élaboration du cadre politique et institutionnel en matière de gestion durable des terres et des forêts.



Actualisation du schéma national de couverture des risques



Accroissement des capacités d'intervention d'urgence en cas de catastrophes à travers par la formation de **264 volontaires de la protection civile dans 10 préfectures**.



Produit 2.2 : Les communautés maîtrisent les bonnes pratiques agricoles durables et de Gestion Durable des Terres, de l'Eau et des Forêts (GDTEF), disposent de capacités techniques et matériels renforcées et valorisent leurs savoir-faire locaux pour une résilience accrue aux changements climatiques et aux risques de catastrophes



En vue d'accroître la résilience des populations face aux changements climatiques et aux risques de catastrophe, 1469 acteurs du domaine agricole et de l'environnement dont 651 femmes et au moins 134 jeunes ont été formés sur différentes thématiques relatives aux bonnes pratiques agricoles durables et de gestion durable des terres et des forêts. Ces formations leur ont permis d'acquérir des connaissances et des compétences sur l'approche d'adaptation basées sur les écosystèmes et les moyens de subsistance (Eba), l'agroécologie, l'agroforesterie et le leadership féminin. Les capacités de 4 organisations de producteurs forestiers et agricoles ont également été renforcées.



Produit 2.3 : Les écosystèmes terrestres, marins et aquatiques sont protégés, restaurés et aménagés plus efficacement et utilisés durablement par les communautés et les institutions pour la fourniture pérenne des services écosystémiques



L'Equipe de pays a appuyé la création et la restauration de 960 hectares de terres, forêts et paysages forestiers.

Plus de 16000 plants ont été mis en terre et contribuent à la réduction de l'érosion des sols, l'atténuation des effets du changement climatique, la régénération naturelle des forêts communautaires et à répondre aux besoins des populations en bois-énergie. De plus, 102 agriculteurs dont 73 femmes ont amélioré leur production (karité, miel et charbon) grâce à leur regroupement en 7 coopératives autour des forêts communautaires. Les actions des organisations de producteurs forestiers et agricoles ont été soutenues à travers notamment la mise en place de système de pompage solaire, de fosse compostière, la réalisation de forages à gros débit et l'aménagement de site de production de pépinières de plants.

Au niveau scolaire, 9523 élèves dont 5115 filles ont amélioré leurs pratiques en matière de gestion des déchets grâce à la sensibilisation. 200 poubelles ont également été mises à la disposition des écoles dans le cadre des bonnes pratiques environnementales.



Adoption de bonnes pratiques de gestion durable des terres et des forêts par **15 000 personnes** grâce au financement de **16 microprojets**.



Diversification de sources de revenus de **1000 personnes** à travers des activités basées sur les bonnes pratiques de production agricoles et de de gestion durable des terres.



Aménagement de **1000 m²** en espace vert.

Produit 2.4. Les acteurs nationaux, locaux et les communautés participent à l'animation d'un système d'alerte précoce (SAP) efficace et développent, dans un cadre assaini, des moyens de subsistance durable et des initiatives visant la réduction des Gaz à effet de serre (GES) et le respect des engagements sur l'environnement.



Reboisement et formation des acteurs sur la restauration des terres dans **49 villages**



Amélioration de l'accès à l'énergie par les mini centrales solaires dans **05 nouveaux écovillages**



20 communes disposent de Plans de réduction des risques de catastrophe



Renforcement de la surveillance, secours et survie dans les communes riveraines vulnérables à travers la mise à disposition de **90 gilets de sauvetage et 15 petites pirogues**.

En matière d'animation de système d'alerte précoce et de réduction des Gaz à Effets de Serre (GES), 16 nouveaux projets communautaires visant l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique ont été mis en œuvre dans 46 villages. 05 nouveaux écovillages ont été créés pour une gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles. De plus, 54% des carbonisatrices des écovillages ont de nouvelles activités (maraichage, commercialisation de plants...) en remplacement de leurs activités de carbonisation. L'Equipe de pays a également soutenu l'opérationnalisation de la coordination PURS.





Effet 3

Produit 3.1. Les capacités du système éducatif sont renforcées pour un accès universel à une éducation de qualité et inclusive surtout pour les plus vulnérables répondant aux besoins nationaux de développement durable.

D'ici 2026, les populations togolaises, en particulier les plus vulnérables ont un meilleur accès aux services sociaux de bases de qualité et à une protection sociale plus inclusive.



En matière d'éducation, les Nations Unies ont soutenu l'élaboration de la stratégie du préscolaire et de la stratégie nationale d'éducation inclusive. De même, la généralisation des plans triennaux de développement des établissements a été effective, en collaboration avec le MEPSTA.

ont été soutenues par le renforcement des capacités des associations des parents d'élèves. La résilience du système éducatif a été renforcée dans la Région des Savanes pour la continuité des apprentissages et la scolarisation de 33 333 élèves déplacés.

Par ailleurs, la promotion de l'enregistrement des naissances, la lutte contre les Violences en milieu scolaire (VMS) et la violence basée sur le genre (VBG)

En outre, la production et la diffusion de statistiques éducatives permettent un suivi à temps réel des indicateurs scolaires.



830 enfants ont accès à une éducation au préscolaire de qualité grâce à la construction de **16 salles de classe** et des sanitaires dans 8 Jardins d'enfants.



9312 enfants ont accès à une éducation de qualité grâce à la distribution de matériel dans 105 jardins d'Enfant Publics.



1430 acteurs éducatifs renforcés en vue de l'amélioration de la qualité de l'enseignement



A mon arrivée, il n'y avait presque rien. Aucune infrastructure, pas de tabouret, pas de natte. Quand j'ai vu des garçons et des filles de jardins d'enfants du village, revenir de l'école centrale de Cinkassé qui est à quatre kilomètres d'ici, je me suis dit que j'avais un argument de taille pour convaincre les parents d'emmener leurs jeunes enfants dans le jardin d'enfants de Pissosgo

Mliwomo Adzo KLUGA,
éducatrice et les enfants du
préscolaire de l'EPP Pissosgo



Produit 3.2. L'offre de services de santé essentielle, intégrée et de qualité (y compris la santé sexuelle et reproductive et le VIH/Sida) pour les populations en particulier les plus vulnérables y compris le niveau communautaire et en situation humanitaire, s'est accrue.



389 501 personnes ont bénéficié de services et soins de santé sexuelle et reproductive/VIH-sida / Planification familiale.



Renforcement de l'engagement communautaire à travers le renforcement de capacités de **622 acteurs**, en vue d'une meilleure cohésion sociale.



3118 enfants de moins de 2 ans issus de 107 quartiers défavorisés ont été vaccinés grâce à la stratégie urbaine de vaccination dans le Grand Lomé.



20 064 adolescents et jeunes, 1 775 professionnelles de sexe et 480 clients ont bénéficié des services SSR et 49 430 nouveaux jeunes et adolescent bénéficient des prestations de services sur la plateforme E-Centre convivial



49 Millions d'Euro mobilisés auprès du FM/ GC7 pour une subvention TB/VIH 2024-2026

Pour répondre aux crises de santé publique, des initiatives visant à renforcer la gestion des frontières et points d'entrées ont été engagées, notamment par l'établissement de procédures opérationnelles standard (SOP) aux points d'entrée de Cinkassé, Sanvee Condji et Kodjoviakopé. Près de 6000 acteurs (agents frontaliers et membres des communautés riveraines) ont été formés pour l'application effective des SOP, en soutien aux campagnes de vaccination contre les maladies potentiellement épidémiques.

La mise en œuvre des campagnes de vaccination de masse a été soutenue dans le cadre de la riposte contre la fièvre jaune, la vaccination contre la méningite et l'introduction du HPV dans le PEV de routine. Les documents relatifs au progrès dans l'éradication de la Poliomyélite au Togo en 2022 ont été validés. Des résultats positifs sont enregistrés notamment dans la couverture vaccinale contre la rougeole avec un taux de 87% en 2023, contre une prévision de 86%.

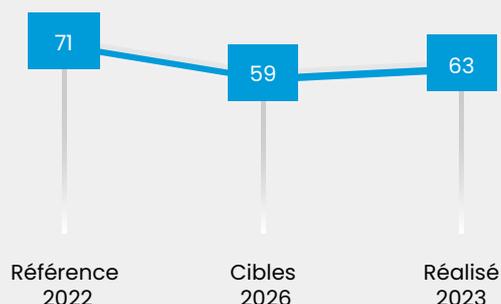
En matière de santé sexuelle et reproductive (SSR), 1200 acteurs (filles; encadreurs, communautaires, parents tuteurs) ont été renforcés sur divers thématiques de la SSR et l'hygiène menstruelle. L'offre des services en Soins Obstétricaux Néonataux d'Urgence (SONU) a été soutenue, notamment par le renforcement des capacités de 458 acteurs (Sages femmes ; accoucheuses, apprenants) : 63% de formations sanitaires SONU étaient fonctionnels en 2023, contre 39% en 2022. Le nombre de couple année protection est estimé à 480 122 dont 24 459 au niveau communautaire. Notons également que les compétences en soins respectueux de la région des savanes sont passées de 30% à 50% grâce au renforcement des capacités de 32 prestataires.

Par ailleurs, le système de planification, rapportage et mobilisation de ressources a été soutenu à travers l'appui à l'élaboration/actualisation de plusieurs documents de planification stratégique et de mobilisation de ressources, notamment, la Politique Nationale de la Santé, la Subvention VIH/TB dans le cadre du GC7 (environ 49 Millions d'Euro à mobiliser auprès du fonds Mondial), les rapports Spectrum GAM et REDES 2022, les modules de formation sur la PCIMNE ainsi que le document « Investment case » en vue de la mobilisation des ressources en faveur des soins primaires au Togo.

S'agissant du monitoring et la prise en charge des personnes vivant avec le VIH, les capacités de 70 acteurs (prestataires et référents de prisons, pairs éducateurs (adolescents et jeunes PVVIH)) ont été renforcées afin d'améliorer la qualité des services offerts aux populations clés et vulnérables au VIH. Les comportements positifs en matière de VIH ont également été promus à travers la distribution de préservatifs et différents supports de sensibilisation à 2 574 338 aux jeunes et adolescents.

L'offre de services de santé au niveau communautaire a également été soutenue à travers la mise à disposition de 1446 agents de santé communautaire qui ont pris en charge 514.706 cas de paludisme, 27.365 de pneumonie et 24.390 de diarrhée. Des actions ont également été menées à l'endroit des utilisateurs de substances psychoactives, en collaboration avec l'ONG RAPAA.

Taux de Mortalité infanto-juvénile



Notre fonction était très difficile car nous avions peu de moyens et étions mal formés. Aujourd'hui, je peux me réjouir car j'ai un peu plus de moyens, beaucoup de compétences et c'est toute ma communauté qui en bénéficie. Je fais un suivi sur le terrain, je suis proche d'eux, je discute avec eux, je relève leurs problèmes et ensemble, on trouve des solutions

Aboukari NANA avec un large sourire.



Dans le cadre de la lutte contre la grippe aviaire (IAHP), des appuis techniques et en équipement ont été apportés à près de 300 acteurs (auxiliaires villageois, acteurs de chaînes de valeur, éleveurs, commerçants, formateurs...) dont 24 femmes pour améliorer l'alerte précoce.

L'engagement communautaire a également été soutenu à travers le renforcement des capacités de plus de 2000 acteurs (acteurs de santé, Conseillers communaux, membre de plateformes, agents de santé communautaire ...).

Produit 3.3. Les populations les plus vulnérables ont un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive et aux services de prévention de la malnutrition y compris en situation de crise.



En vue d'une prise en compte des personnes les plus vulnérables, le Système des Nations Unies a accompagné au cours de l'année, diverses initiatives visant à améliorer leur nutrition et à prévenir la malnutrition chronique dans leur rang. Ainsi, de la farine enrichie (CSB) a été mise à la disposition de 3120 enfants de 6-23 mois et 2080 femmes enceintes/allaitantes, dans le cadre de la lutte contre la malnutrition.

De même, les capacités de 20 647 acteurs (Prestataires, ASC, Formateurs, mères) ont été renforcées sur des thématiques liées à la prévention et à la détection de la malnutrition, ainsi qu'à la mise en place de groupes de soutien. Aussi des actions sont elles en cours, en vue de la mise en œuvre d'approches innovantes de prévention de la malnutrition (Supplémentation des enfants de 6-23 mois en Small Quantity/ Lipid Nutrient Supplement, supplémentation en Micronutriments Multiples chez les femmes enceintes).



La nutrition de **52 000 personnes** (dont 5200 enfants et femmes enceintes/allaitantes) s'est améliorée à travers la mise à disposition de vivres pour 30 jours et de cash transfert pendant 60 jours.



16 232 élèves ont été maintenus à l'école grâce à la provision en repas chauds dans **50 écoles primaires**.



Amélioration de la production de **9500 ménages** à travers la dotation en semences améliorées (Riz, maïs) afin d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Produit 3.4. Les capacités des institutions nationales, des collectivités locales et du secteur privé sont renforcées pour mettre en œuvre et développer les mécanismes de protection sociale inclusive en particulier pour les groupes les plus vulnérables ou à risque de l'être.



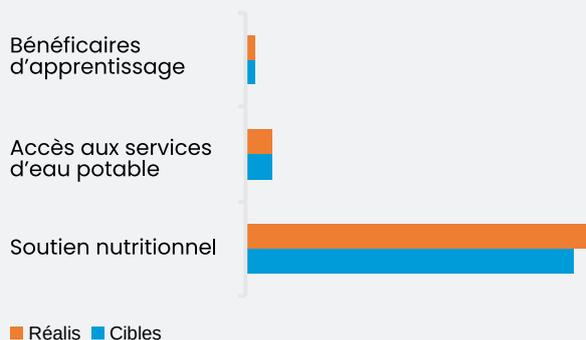
Afin de permettre au gouvernement de disposer de données factuelles pour la prise de décision éclairée dans le cadre du financement de la protection sociale, l'Equipe de pays a soutenu une étude portant sur les options budgétaires permettant d'augmenter le financement de la protection sociale. Une seconde étude a été conduite afin de déterminer les mécanismes de collecte automatique des cotisations auprès des acteurs du secteur informel en vue de l'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle. Cette étude constitue la base pour l'élaboration et la mise en œuvre d'outils et procédures adaptées à l'enregistrement des travailleurs du secteur informel et agricole, en particulier les femmes.

Le Système des Nations Unies soutient également le processus de formulation du document de politique de

Protection sociale. Plusieurs options de paniers de soins incluant des prestations de maternité ont été proposées au gouvernement.

De plus, les capacités des organismes de prévoyance sociale (INAM, CRT) ont été renforcées afin de leur permettre de faire des modélisations et de proposer différentes options d'extension de l'assurance maladie. Il en résulte également l'amélioration de la qualité des données de l'INAM. Notons que les capacités de 57 acteurs (acteurs du gouvernement, syndicaliste, patronat) ont également été renforcées en vue de l'extension de la protection sociale. Un plan de communication sur la couverture maladie des travailleurs domestiques a également été élaboré et ceux-ci sensibilisés sur leurs droits et l'importance de l'assurance maladie universelle. L'Equipe de pays soutient également le processus d'élaboration de la Stratégie nationale Sécurité et Santé au Travail (SST) en cours, et a apporté un appui à la réalisation de l'étude de faisabilité des transferts monétaires, y compris en situation d'urgence.

Appui aux secteurs sociaux



Produit 3.5. Les populations vulnérables surtout en milieu rural et urbain (surtout dans les quartiers informels) ont un accès accru aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement et les gèrent en toute sécurité.



En matière d'hygiène et assainissement, Près de 100 000 personnes dont 163 membres du personnel de santé ont accès aux ouvrages améliorés grâce à la construction de 10 latrines à fosses septiques équipés de dispositifs de lavage des mains, avec douches et lavoirs puisards. De plus, 279 363 personnes dont 143 313 femmes ont un meilleur accès à l'eau et amélioré leurs pratiques d'hygiène grâce à la distribution de kits d'hygiène, par suite des inondations et à la déclaration de l'épidémie de choléra à Lomé, ainsi qu'au déplacement des populations dans la région des Savanes.



3750 écoliers, (y compris ceux vivant avec handicap) dans **15 écoles** ont accès à des latrines améliorées et adoptent de bonnes pratiques d'hygiène grâce à la construction de **40 latrines** (dont 20 à biogaz et 8 écologique).



Le cadre de vie de **129 793 personnes** (dont 66 584 femmes) est amélioré grâce à l'élimination de la défécation à l'air libre dans **135 nouvelles communautés**.



122 000 personnes dont 62 586 femmes ont accès à l'eau potable grâce à la réalisation de **30 nouveaux forages** et à la réhabilitation de **31 anciens forages**.



Effet 4

Produit 4.1. Les capacités des personnes surtout les plus vulnérables notamment en matière droits fondamentaux et de lutte contre les discriminations et les violences basées sur le genre (VBG) sont renforcées pour une meilleure connaissance et un exercice effectif de leurs droits et la participation à la vie publique à tous les niveaux grâce à Etat de droit consolidé et un système judiciaire efficace et inclusif et leur contribution à la vie publique à tous les niveaux.

D'ici 2026, les populations togolaises, surtout les plus vulnérables jouissent de leurs droits et accèdent à des services publics équitables et de qualité à tous les échelons géographiques



Organisation
internationale
du Travail



unicef
pour chaque enfant

Les actions de préventions des VBG ont permis d'atténuer les risques de violences liées au sexe chez 25 279 personnes dont 15 965 femmes.

De même, une plateforme nationale constituée de réseaux d'OSC a été mise en place pour conduire un mouvement national multi-acteurs (femmes, hommes, jeunes, leaders religieux et traditionnels) contre les VBG et la discrimination à l'égard des femmes. 26 339 personnes dont 14 368 femmes ont été sensibilisées sur les pratiques préjudiciables aux enfants, dans le cadre du renforcement de l'engagement communautaire et 48 acteurs de justice formés en vue d'une meilleure prise en charge des victimes de VBG. 20 espaces ami des enfants ont également été créés et du matériel/équipement mis à la disposition des centres de prise en charge des VBG.

Les capacités de 197 acteurs (membres de CNLTP, juges, acteurs de la justice) ont également été renforcées en vue

de la lutte contre la traite des personnes et la gestion des cas des enfants en conflit avec la loi.

Concernant l'accès à la justice, les actions entreprises au cours de l'année, en soutien aux juridictions ont contribué à faciliter les processus. Ainsi, 25 détenus ont pu accéder à un procès équitable devant la cour d'assise. De plus, le système d'information des services de justice est renforcé à travers la collecte de données dans 30 juridictions dans le cadre de la préparation de l'annuaire statistique. En vue de lutter contre la discrimination et promouvoir leurs droits, le leadership de 195 PVVIH (dont 100 femmes) a été renforcé au cours de l'année. Les droits des travailleurs et travailleuses domestiques ont été promus, à travers la création d'un comité intersyndical et le soutien à une campagne de sensibilisation sur les droits et sur la ratification de la Convention n°189 de l'OIT sur les travailleurs domestiques.



2074 cas de VBG (1836 femmes) pris en charge (psychologique, médicale et juridique) dont 360 cas de violences sexuelles (incluant 18 cas de viol) : 10,3% des cas ont été transférés à la justice



Amélioration de la collaboration au sein de l'Assemblée nationale grâce à la mise en place d'une plateforme électronique de travail collaboratif (transcription automatique des débats, partage d'information, gestion de la documentation...).

Produit 4.2. Les cadres juridiques, institutionnels et programmatiques sont renforcés pour une meilleure participation et représentation des femmes et des jeunes à la gouvernance, à la promotion de la cohésion sociale et la consolidation de la paix



Les actions de l'Équipe de pays ont également visé le renforcement de la participation des femmes et des jeunes, ainsi que la promotion de la cohésion sociale et la consolidation de la paix.

Ainsi, divers appuis ont été apportés en vue du renforcement des cadres juridiques, institutionnel et programmatique en vue d'une meilleure participation et représentation des femmes et des jeunes à la gouvernance et dans les processus de promotion de la cohésion sociale et consolidation de la paix. La promotion de la parentalité positive a également été faite à l'adoption du programme national sur la parentalité positive.

De même, les processus de négociation des accords sont renforcés à travers la formation de 10 jeunes diplomates du MAERTE.

De plus, l'Équipe de pays a contribué au renforcement de la sécurité à travers l'équipement des patrouilles et l'installation de lampadaires solaires. Un soutien a également été apporté à la prévention des attaques par engins explosifs à travers le renforcement des capacités de 254 FDS (dont 17% de femmes) sur les « menaces asymétriques, les dangers des engins explosifs improvisés (EEI) et les munitions non explosées ».

Le leadership des femmes et des jeunes a également été promu à travers diverses initiatives visant à renforcer les moyens de subsistance des populations, notamment, à travers la structuration et l'équipement des coopératives ainsi que la dotation en kits et outillage de travail au profit des jeunes diplômés des centres d'apprentissage.

Il convient également de noter que la rencontre des points focaux genre des ministères, des institutions de la République et des organisations de la Société civile a permis aux acteurs de se pencher sur la question de la vulnérabilité des femmes en raison de la crise sécuritaire dans la région des Savanes et d'envisager des approches de solution afin de renforcer leur résilience.



Renforcement de la participation des jeunes et enfants dans la lutte contre les VBG, la prévention des conflits et la consolidation de la paix à travers le renforcement des capacités de **380 jeunes et enfants, dont 80 enfants handicapés.**



32 Conseils consultatifs de jeunesse et 10 clubs de paix ont également été mis en place.





Effet 5

Produit 5.1. Les institutions et acteurs habilités à faire respecter l'état de droit, les droits de l'homme et la justice ont leurs capacités techniques et opérationnelles renforcées et appliquent les principes d'équité, de responsabilité tout en garantissant la participation de tous à la vie publique y compris aux processus démocratiques

D'ici 2026, les institutions nationales et locales contribuent à plus d'efficacité de la gouvernance, au développement des partenariats et la cohésion sociale en vue de renforcer la sécurité, la paix et la résilience des populations



Organisation
internationale
du Travail



unicef
pour chaque enfant

Les Nations Unies ont soutenu le renforcement des capacités des institutions afin de leur permettre d'offrir des prestations de qualité, concourant au respect des droits de l'homme. Ainsi, l'inspection Générale du Travail a bénéficié de formation et en matériel logistique afin d'étendre ses services à toutes les préfectures des régions des Savanes et de la Kara

Produit 5.2. L'administration publique, les collectivités territoriales et les services déconcentrés renforcés et modernisés, sont davantage redevables et délivrent des services publics de qualité notamment ceux liés à l'identité (état civil), à l'éducation et à la santé.



unicef
pour chaque enfant



La lutte contre l'apatridie et l'accès aux services sociaux de qualité sont également des piliers d'actions du système des Nations Unies, pour une prise en compte accrue des groupes marginalisés. Ainsi, le renforcement de l'interopérabilité entre les services de santé et les services d'état civil et la formation de près de 500 maires et agents d'État civil ont permis d'améliorer la collecte de données d'état civil et l'efficacité dans la délivrance des actes d'état civil. La coopération avec les services de justice a permis de délivrer des documents d'identité à 24 304 enfants ne disposant pas d'actes de naissance.

De plus, une plateforme électronique de travail collaboratif a été mise en place au profit de l'Assemblée nationale afin de faciliter la collaboration et la gestion de l'information. Notons également que le traitement des dossiers, l'archivage et la digitalisation des procédures de commande publique de l'ARCOP (Agence de régulation de la commande publique) se sont améliorés, grâce à une dotation en équipement informatique. En outre, 15 communes ont été accompagnées dans l'élaboration de leurs plans de développement communaux et le suivi des projets à travers le déploiement de 35 volontaires nationaux.

Produit 5.3. Les structures nationales et locales et les mécanismes communautaires, disposent des capacités techniques et opérationnelles, travaillent en synergie et assurent une gestion pacifique et durable des conflits, une prévention efficace de l'extrémisme violent et consolident la cohésion sociale dans le cadre d'une approche Nexus développement-humanitaire-paix selon les zones géographiques concernées.



Les capacités de **3126 acteurs** (jeunes, femmes, maires, religieux, médias) dont 2815 femmes ont été renforcées en vue de la prévention de l'extrémisme violent, notamment à travers la lutte contre la désinformation et l'élimination des discours haineux.

Les interventions du Système des Nations Unies en matière de prévention de l'extrémisme violent ont touché notamment le renforcement de capacités, le renforcement de l'équipement des FDS, les sensibilisations ainsi que le renforcement des moyens de subsistance des populations. Dans cette optique, la construction d'un poste moderne et diverses installations ont été mises en place au poste frontalier de Pogno qui a également été doté d'équipements divers permettant de contrôler les flux migratoires et d'y renforcer la sécurité.



76 dialogues communautaires ont été réalisés et ont permis à 3473 personnes dont 1236 femmes et 1007 enfants/adolescents de discuter sur la cohésion sociale et le vivre ensemble.

Par ailleurs, l'Equipe de pays a lancé des initiatives de cocréation de la sécurité avec les populations, initiée par le gouvernement, à travers le CIPLEV (Comité Interagence de prévention de l'extrémisme violent). Dans ce cadre, 2650 femmes des régions des Savanes et de la Kara ont été sensibilisées afin de contribuer efficacement au mécanisme d'alerte. De plus, la promotion des discours et messages alternatifs aux discours discriminatoires et péjoratifs a été faite auprès de 69 acteurs clés (dont 18 femmes) afin de consolider les acquis en matière de lutte contre l'extrémisme violent et renforcer la cohésion sociale dans les communautés, à travers la promotion des valeurs de paix. De même, des consultations médico-chirurgicales gratuites et des dons de vivres/non vivres ont été organisées à l'endroit des populations et ont permis de toucher 500 personnes.



Les capacités de **3848 acteurs** (jeunes, autorités administratives, formateurs) dont 1213 femmes, ont été renforcées dans le cadre de la prévention et lutte contre les conflits liés à l'extrémisme violent.



Produit 5.4. Le système national d'information statistique est renforcé en vue d'améliorer la qualité de planification/ programmation du développement, du suivi des ODD et d'évaluation des politiques publiques.



En matière de renforcement du système national de statistiques, l'Équipe de pays a soutenu des initiatives visant aussi bien le renforcement de capacités des institutions et acteurs de ce secteur, que la collecte et la diffusion des données, la qualité et la diffusion. Ainsi, à la suite de la réalisation du 5ième Recensement Général de la population et de l'habitat (RGPH 5), d'autres initiatives de collectes de données ont été soutenues, notamment, les préparatifs de l'EDST, la réalisation de diverses études et évaluations ayant notamment trait au transfert monétaire, au WASH, a la SR/ PF ainsi qu'à la part des dépenses sociales dans le budget de l'état.

Notons que l'Équipe de pays a appuyé le recensement général des personnes en situation de déplacement forcé internes et externes au Togo dont les données permettent

d'orienter les actions des différents acteurs.

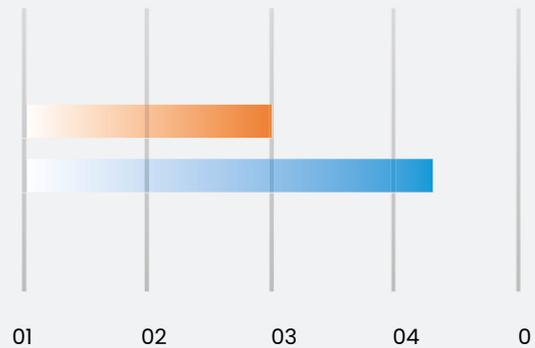
Par ailleurs, les capacités de 23 acteurs (agents de l'ANPC et de la Direction de l'immigration) ont été renforcées (utilisation d'outils digitalisés Displacement Tracking Matrix et MIDAS) en vue d'un meilleur suivi de mouvements de populations. Un appui a également été apporté à l'INSEED et au ministère de la Planification du Développement pour la participation.

De plus, des outils de collecte de données en ligne (Goal Tracker, PGA, SDG PUSH) ont été mis en place pour un meilleur suivi des progrès en matière des ODD et du flux de financement. Les capacités logistiques de la DGMAP ont également été renforcées à travers la mise à disposition d'un véhicule pour faciliter le suivi des projets de terrain dans le but de renforcer l'institutionnalisation de l'évaluation au Togo.

Structures de production de données renforcées

Structures de production de données renforcées

■ Réalisé ■ Cibles



Produit 5.5. Les capacités d'organisation et de plaidoyers des institutions publiques (nationales et locales), du secteur privé, des OSC, de la Diaspora et des PTF sont renforcées en vue de diversifier et mieux coordonner les partenariats au service du développement durable inclusif.

Afin de diversifier et d'améliorer la coordination des partenariats, des institutions publiques en vue d'un développement durable et inclusif, il était prévu l'organisation de dialogues dans le cadre d'un partenariat multi acteurs, autour du financement et des plaidoyers stratégiques en lien avec les priorités du cadre de coopération. Mais cette intervention n'a pu se tenir au cours de l'année et est reportée sur 2024.

Progrès en matière de prise en compte du Leave No One Behind

La prise en compte des personnes laissées pour compte ou celles à risque d'être laissées pour compte est une priorité permanente de l'Equipe de pays qui y a accordé une attention particulière au cours de l'année.

- Participation de la FETAPH au processus de planification stratégique et de revue annuelle pour une prise en compte effective de la question du handicap.
- La formation des VNU (Volontaires des nations Unies) sur l'inclusion du handicap, avec pour objectif de faire d'eux des acteurs de changement pour une société plus juste et inclusive à l'endroit des personnes handicapées.
- Organisation d'une session de sensibilisation des membres de l'Association des Sourds du

Togo (AST) lors de la semaine internationale des sourds : 200 jeunes filles et femmes sourdes et malentendantes ont amélioré leurs connaissances sur l'hygiène menstruelle.

- Insertion de 130 enfants handicapés dans les écoles primaires formelles dans le cadre de la mise en œuvre d'un modèle d'éducation inclusive dans les inspections de Kpendjal et de l'Oti Nord : 179 enseignants ont été formés sur différents types de déficience (73 enseignants pour la déficience intellectuelles, 69 pour la déficience auditive et la langue des signes; 37 pour la déficience visuelle et le braille). Il s'agit d'un système d'itinérance dans lequel les enseignants formés viennent en appui pédagogique à ceux accueillant des enfants handicapés.



« L'appui des enseignants itinérants permet d'accompagner les enfants en situation de handicap et de renforcer le champ d'apprentissage de tous les élèves. Il a permis aux enfants d'apprendre la langue des signes, le braille et beaucoup de bonnes manières. Nous avons cette année, un enfant sourd-muet qui passera son CEPD grâce à cet accompagnement. L'appui a permis la hausse du taux de scolarisation ».

Propos de M. Adja-Koade Ata Amen, Chef Inspection des Enseignements Préscolaires et Primaires d'Assoli





Une attention particulière a été apportée aux enfants en conflits avec la loi, particulièrement les enfants de la rue. La formation des acteurs de la chaîne pénale et des animateurs de l'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes a permis de les sensibiliser à la gestion efficace et rapide des dossiers des enfants et à leur offrir des opportunités de réinsertion.



A la question de savoir comment il fait pour survivre dans la rue, Gaston nous explique

« Souvent, nous allons au grand marché de Lomé pour ramasser des cartons et des sachets d'eau. Le soir, nous allons les vendre avant de trouver de quoi s'acheter à manger. Par jour, je peux gagner 500 francs CFA. Après la vente des objets, nous allons acheter du kom (boule de pâte à base de maïs fermenté) ou du riz pour manger ».

Il a ajouté avec un triste sourire « il m'est arrivé à plusieurs reprises de dormir le ventre vide ».

Des opportunités scolaires et d'insertion socioéconomiques ont également été offertes aux personnes atteintes d'albinisme, grâce à l'appui du PNUD, à travers l'ANAT Emiline Douamegnon, personne atteinte d'albinisme, âgée de 26 ans et vivant à Atakpamé raconte :



Ma boutique me permet d'être respectée. Les gens viennent acheter les marchandises et me respectent. Avant je faisais du commerce mais avec le manque de moyens pour me lancer vraiment ce n'était pas facile. Avec cette aide, tout est beaucoup plus facile car je me suis approvisionnée en toutes sortes de marchandises

A travers le programme de cantines scolaires lancé dans 50 écoles des régions de la Kara et des Savanes, les enfants issus des milieux les plus défavorisés sont maintenus à l'école grâce aux repas chaud servis au déjeuner. Les enfants disposent de plus de temps pour étudier et sont plus assidus aux études.

La mise à disposition du système GeneXpert destiné au dépistage du VIH dans les zones éloignées permet une prise en charge rapide, l'amélioration du diagnostic de la charge virale chez les patients et l'adaptation du traitement et d'éviter des problèmes liés au transport des échantillons vers d'autres centres.

Dans le cadre de la célébration du 78ième anniversaire des Nations Unies, un rapprochement a été fait avec les femmes du marché de Hédzranawoe à travers une action de sensibilisation grand groupe, couplée de dépistage gratuit du cancer du col de l'utérus, du VIH Sida ; consultations foraines, Espacement des naissances, importance de la déclaration des naissances... Mme Adjabode Rabietou, Présidente du comité de gestion du marché exprime son ressenti en ces termes :



« Nous avons toujours pensé que les Nations Unies, c'est pour les grands. Et les grands sont venus chez nous. Donc nous sommes aussi des grands. Je voudrais exprimer ici notre sincère gratitude à l'endroit des responsables du Système des Nations Unies au Togo pour avoir pensé à nous »



2.3. Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030

Contribution au pilotage des ODD

- Avec l'appui du PNUD, une plateforme numérique « Goal Tracker » a été conçue en collaboration avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques, pour centraliser les données et faciliter le suivi efficace des progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD. Cette plateforme est un levier pour susciter la production régulière des données des ministères sectoriels pour la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques ;
- Dans le cadre des préparatifs du Sommet sur les ODD en 2023, le PNUD a soutenu le renforcement de capacité des acteurs au développement pour une meilleure appropriation de l'outil SDG PUSH et la collecte des données auprès des parties prenantes au développement. Cela a permis de disposer d'un rapport de mise en œuvre des ODD et d'identifier les actions prioritaires à prendre pour accélérer l'atteinte des ODD ;
- Le rapport sur la Coopération au Développement de 2021 élaboré et validé avec l'appui du PNUD a permis de faire des recommandations à l'endroit de tous les partenaires au développement pour la mise en œuvre de la feuille de route gouvernemental en lien avec les ODD.

Création des conditions favorables au financement du développement en mettant l'accent sur les transitions clés :

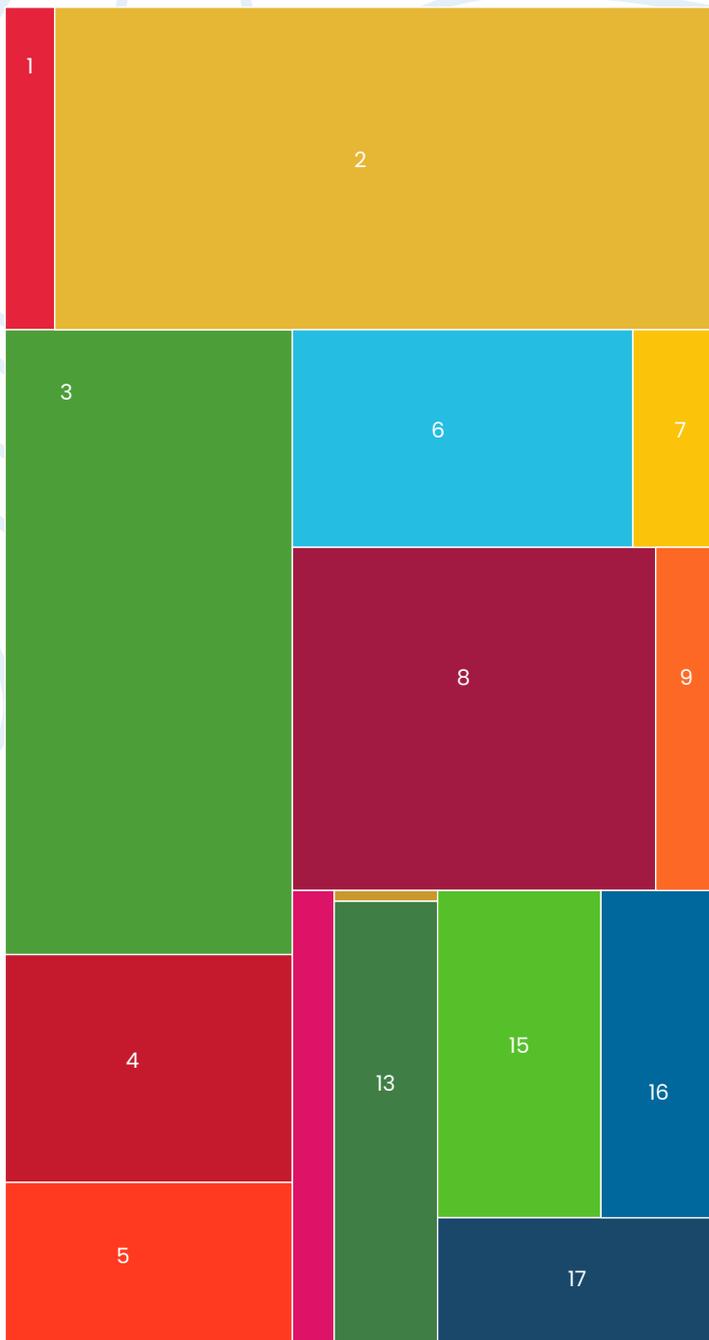
- Elaboration d'une Feuille de route pour la transformation du système alimentaire au Togo dans le cadre de la participation du Togo au sommet mondial sur le système alimentaire des Nations Unies, notamment avec l'appui du PAM, de la FAO et du FIDA. Cet outil sera utile à l'action gouvernementale en vue d'un système alimentaire durable et lutter contre la malnutrition.
- L'UNICEF en tant que Lead des Partenaires Techniques et Financiers du secteur de l'éducation, a assuré la coordination des mécanismes de pilotage,

de planification et de suivi du système éducatif et la facilitation des initiatives de financement de l'éducation, y compris celles du Partenariat Mondial pour l'Education.

- Afin de mobiliser des ressources internes pour le financement de la composante protection sociale non contributive de l'assurance maladie universelle au cours des 10 prochaines années, l'OIT a conduit une étude en septembre 2023 sur les options budgétaires.
- ONUSIDA a appuyé le pays à faire une revue et une extension du PSN jusqu'en 2026 pour l'aligner sur le cycle de financement du Fonds Mondial et prendre en compte les indicateurs globaux dans le domaine des droits humains.
- La réactivation de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) permettra une meilleure gestion des flux de financement en faveur des ODD.
- Le projet d'appui à l'amélioration du financement a posé les jalons pour la mise en place du Cadre national de financement intégré (CNFI). Les différents dossiers d'investissements sur la santé, l'éducation, la nutrition et la vaccination sont d'excellent outils de plaidoyer.

Contribution du financement des Nations Unies par ODD

En 2023, plus de 50% ressources mobilisées par les Nations Unies pour 2023 ont été destinés aux ODD2 (Faim zéro :21,9%), 3 (Santé et bien-être :18,5%) et 8 (Emplois décents et croissance économique :12,6%). Ces ODD font partie de ceux qui présentent des défis majeurs pour le Togo et dont les trajectoires connaissent des améliorations plutôt modérées ou stagnent selon le Rapport sur le Développement Durable 2023. Cela confirme la pertinence des priorités et des choix stratégiques des Nations Unies pour s'assurer que les financements du Cadre de Coopération sont orientés vers des domaines où le gouvernement a le plus besoin de l'appui des Nations Unies.



Ressources disponibles 42,2 millions de dollars

	1 PAS DE PAUVRETÉ	Pas de pauvreté 1,7% du total		2 FAIM ZÉRO	Faim Zéro 22,4% du total
	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	Bonne santé et bien-être 19% du total		4 ÉDUCATION DE QUALITÉ	Éducation de qualité 7% du total
	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	Égalité entre les sexes 5% du total		6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT	Eau propre et assainissement 7,7% du total
	7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE	Énergie propre et d'un coût abordable 1,9% du total		8 EMPLOIS DÉCENTS ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE	Emplois décents et croissance économique 12,9% du total
	9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE	Industrie, innovation et infrastructure 2,2% du total		10 INÉGALITÉS RÉDUITES	Inégalités réduites 1,8% du total
	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES	Villes et communautés durables 0% du total		12 CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES	Consommation et production durables 0,1% du total
	13 ACTION CLIMAT	Action Climat 4,9% du total		14 VIE SOUS L'EAU	Vie sous l'eau 0% du total
	15 VIE TERRESTRE	Vie terrestre 5,6% du total		16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES	Paix, justice et institutions efficaces 4,1% du total
	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS	Partenariats pour la réalisation des objectifs 3,8% du total			

2.4. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficacité des Nations unies

Le Cadre de coopération 2023-2026 a été signé par 15 agences avec les nouvelles signatures par la CEA et ONUFEMMES. En termes de présence dans le pays, le maintien du Bureau du HCR est particulièrement important dans la relation avec le Programme d'Urgence pour la Résilience dans la Région des Savanes (PURS) dans un contexte de présence de plus de 35000 réfugiés dans le Nord du Pays. L'installation d'un bureau de projet de l'UNOPS renforce la capacité des Nations Unies à appuyer l'approvisionnement efficace des biens et équipements en appui au gouvernement.



Number of compounds



Number of personnel

Government co-located not considered in % CP ● Common premise ● Single premise

● Common premise ● Government co-located premise

Contribution des agences non-résidentes : Les agences non-résidentes continuent néanmoins de travailler avec l'Equipe de pays à faire avancer l'agenda du développement dans tous les domaines. Sur la prospérité, UNCTAD à travers le nouveau projet régional pour le renforcement des petites et moyennes entreprises dans les petits Etats vulnérables vient en appui aux actions de promotion de la prospérité. S'agissant de la planète, les conseils et avis de UNEP nous aide à mieux comprendre et orienter les actions menées par les agences présentes comme le PNUD et la FAO. En ce qui concerne la population, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme est d'un appui précieux en termes de conseils et d'actions pour la promotion des droits civils, politiques, économiques et sociaux des groupes les plus à risques d'être laissés pour compte. Pour la paix, UNODC continue ses appuis variés en matière de lutte contre les trafics divers. UNOCT a lancé avec les ministères de la défense et de la sécurité un programme de sécurisation des sites stratégiques et de formation à la gestion des engins explosifs improvisés. Ces différents appuis externes valorisent la qualité de l'offre des Nations Unies et renforcent la perception des Nations Unies dans le pays.

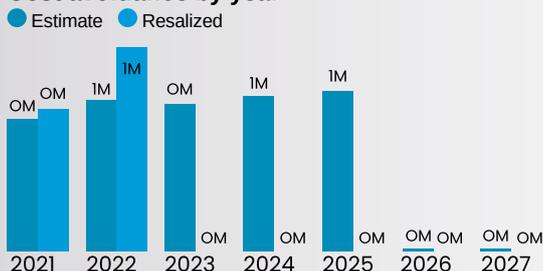
Au niveau politique, les Nations Unies ont accompagné le gouvernement dans le positionnement stratégique du Togo dans la gestion non violente des tensions dans la sous-région. Parallèlement, des dialogues stratégiques sont menés avec l'appui de UNOWAS, DPPA et du HCDH sur la déconflictualisation du contexte interne. Le Bureau Régional de DCO a surtout accompagné dans l'analyse des enjeux transfrontaliers de la crise sous régionale. Ces analyses sous régionales ont été utiles dans la planification du projet conjoint Burkina-Faso, Benin, et Togo pour la prévention financé par le Fonds de Consolidation de la Paix.

Gouvernance du Cadre de coopération : UNFPA, le PNUD et l'UNICEF ont dérivé leurs documents de programmes pays 2024-2026 du document de coopération des Nations Unies signé avec le gouvernement. Les agences ont mis en place avec les partenaires nationaux un plan de travail conjoint dont le suivi de la mise en œuvre est assuré par des groupes de résultats censés réunir les techniciens des Nations Unies et les représentants de la partie nationale. Les différents groupes propres aux Nations Unies (Comité de gestion du programmes, Groupes de résultats, Comité de suivi évaluation, Comité communication...) ont mené des exercices de revue internes pour améliorer leurs fonctionnements. Le défi est d'opérationnaliser ces cadres de concertation avec la partie nationale pour un dialogue continu sur la qualité des résultats.

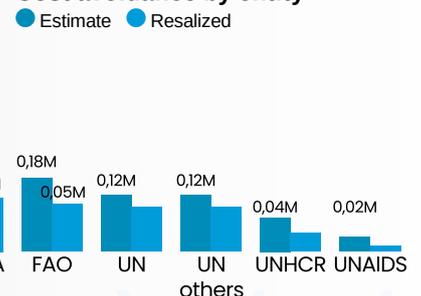
Agenda pour l'Efficacité : La BOS du Togo est articulée autour de 21 lignes de services incluant 3 services à haut impact sur l'inclusion du handicap, l'inclusion des entreprises gérées par des femmes dans l'approvisionnement et l'accompagnement du personnel par un expert en gestion du stress pour la promotion du bien-être du personnel. La mise en œuvre de la BOS a permis de réaliser des gains d'environ 900 000 USD à travers les économies de temps réalisés sur les opérations grâce aux LTA et à la reconnaissance mutuelle des processus des agences sœurs. En ce qui concerne le déploiement sur le terrain, le bureau terrain de l'UNICEF à Dapaong a été une véritable bouée de sauvetage pour l'ensemble des agences présentes dans la localité (UNICEF, OIM, HCR, UNFPA) en offrant un espace de travail et en minimisant les coûts opérationnels en attendant l'effectivité du bureau commun des Nations Unies dans la région.

Communication conjointe : Les plateformes numériques des Nations Unies au Togo, en relayant les informations de chaque agence donnent plus de visibilité aux activités de l'ensemble. La célébration conjointe des journées internationales permet également de communiquer ensemble. En 2024, une stratégie de communication conjointe et un plan d'action seront élaborés pour mieux converger les efforts en vue de la communication sur les ODD, notamment à travers le recours aux outils et procédés innovants de communication.

Cost avoidance by year



Cost avoidance by entity



2.5. Évaluations et enseignements tirés



L'évaluation du cadre de coopération 2019-2023 a fourni des éléments essentiels qui ont été pris en compte dans l'élaboration du nouveau cadre de coopération dont la mise en œuvre a débuté au cours de l'année. Le suivi des recommandations issue de cette évaluation a permis de relever des avancées notables, notamment :

- Le renforcement de la programmation conjointe : des efforts sont faits pour plus d'engagement des agences et des différentes parties prenantes dans les programmations autour du cadre de coopération. Des concertations sont également faites entre certaines agences pour plus de complémentarité dans la planification des interventions.
- L'élaboration de projets conjoints : Afin de renforcer les synergies et proposer des réponses holistiques, l'Equipe de pays a retenu le développement de projets conjoints visant une meilleure prise en compte des personnes à risque d'être laissées pour compte. 3 notes conceptuelles conjointes sont en cours d'élaboration autour des thématiques de l'entrepreneuriat, la cohésion sociale et les interventions d'urgence dans le Nord. En 2023, le projet de « Renforcement de la préparation et de réponse aux Urgences sanitaires au Togo » a permis de mobiliser presque 14 000 000 USD.
- La convergence géographique : La région des savanes a été définie comme zone de convergence pour les

interventions du SNU, notamment dans le cadre du PURS. Notons également que des actions conjointes sont menées dans la région de la Kara entre certaines agences.

Outre ces points positifs, il convient de renforcer certains aspects pour une meilleure synergie autour du cadre de coopération pour plus d'efficacité, en l'occurrence :

- Le renforcement de la participation effective des acteurs de la partie nationale dans les instances de coordination du cadre de coopération, notamment les groupes de résultats, pour plus de redevabilité et d'appropriation.
- L'alignement des PTA des agences sur le PTA conjoint (et non le processus inverse) pour plus de cohérence et une plus grande synergie d'action.
- L'identification des interventions conjointes possibles à partir du PTA conjoint dans le but de les mener de façon complémentaire avec les mêmes acteurs, pour éviter les doublons et produire plus d'impact.
- Définition d'actions concertées dans le cadre du renforcement du système national de statistiques pour assurer la disponibilité et l'accès aux données permettant une prise de décision éclairée.



2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources

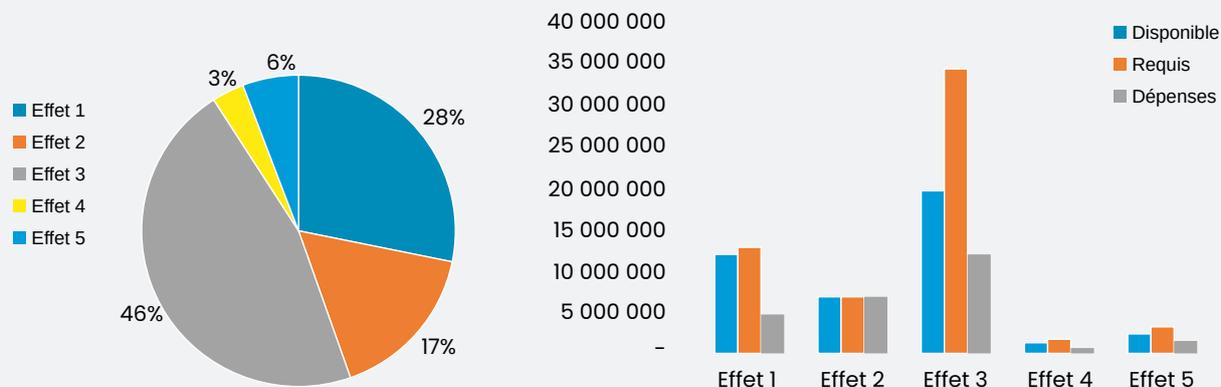
2.6.1. Aperçu financier

Le financement du cadre de coopération pour les 3 axes et les 5 effets du cadre de coopération au cours de l'année 2023 se présente comme suit.

Tableau : Financement du cadre de coopération par axe prioritaire du CCDD

Axes stratégique	Budget (USD)			Pourcentage d'exécution
	Requis	Mobilisé	Dépensé	
Axe 1 du CCDD : Croissance inclusive, emplois décentés et environnement durable	19 645 213	18 859 013	11 416 712	61%
Axe 2 du CCDD : Capital humain, accès aux services sociaux de base et inclusion sociale	34 029 984	21 477 245	20 863 866	97%
Axe 3 du CCDD : Ccohésion sociale, gouvernance inclusive	5 118 689	3 844 526	2 338 145	61%
TOTAL	58 793 886	44 180 784	34 618 723	78%

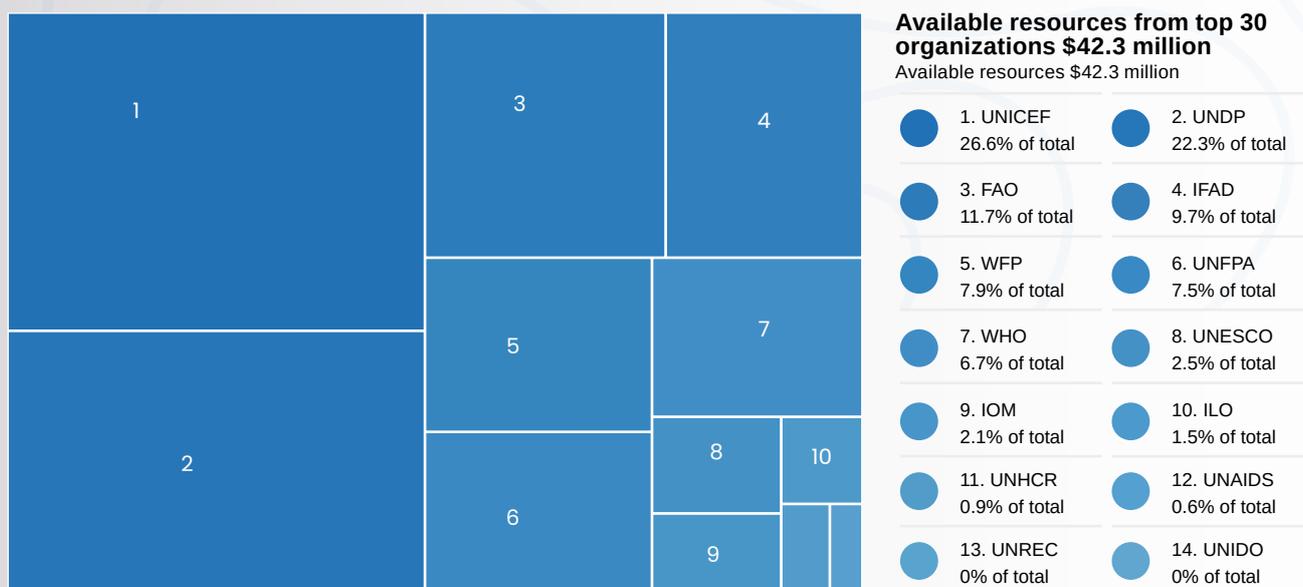
Graphique : Financement du cadre de coopération par effet du CCDD



2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité du financement

Pour le financement des interventions du cadre de Coopération, l'UNCT du Togo a mobilisé 43.2 millions USD au niveau des différentes sources notamment les bailleurs bilatéraux (principalement de la France, l'Allemagne, les USA et le Japon), multilatéraux (UE, PBF, le FEM) et le secteur privé international comme Takeda Pharmaceutica company limited (Voir Graphique ci-dessous). Ce financement a été combiné aux fonds propres des Nations Unies (core funding) pour servir de levier à la feuille de route gouvernemental et au financement des ODD dont la plupart rencontrent des défis majeurs.

En 2023, le Fonds pour les pandémies administré par la Banque mondiale à l'occasion de son premier appel à propositions, a attribué au consortium comprenant l'OMS, l'UNICEF, la FAO, l'OIM, la Croix-Rouge togolaise et les ministères en charge de la santé et de l'élevage, près de 14 millions de dollars US pour une durée de trois ans pour le projet "Renforcement de la préparation et de réponse aux Urgences sanitaires au Togo". Ce projet conjoint positionne de manière significative la composante prévention et préparation aux risques sanitaires du cadre de coopération 2023-2026. L'approche multipartenaires dans la dynamique "One Health" et le modèle de financement mixte qui a été mis en place ont été déterminants pour le succès de cette proposition. Le Togo fait partie des 5 pays d'Afrique qui ont été retenus lors du premier tour du Fonds de Lutte contre les Pandémies.



Pour les prochaines périodes, comme prévu par la Stratégie conjointe de Partenariat et de Mobilisation des Ressources des Nations Unies au Togo, l'Equipe de Pays renforcera les programmes conjoints qui demeurent l'une des principales manifestations du principe « Unis dans l'action ». Il s'agira d'organiser un dialogue avec le gouvernement sur le financement du Cadre de Coopération pour la mise en place de fonds communs qui mobiliseront des acteurs au développement (y compris les PTF, secteur privé, la diaspora et le système des Nations Unies). Ce dialogue mettra l'accent sur les points d'entrée transformateurs (ou transitions clés) qui peuvent avoir des effets catalyseurs et un impact déterminant sur l'ensemble des ODD. Spécifiquement à la transition clé relative au changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution, le déploiement des expertises d'ingénierie de financement "vert" sera essentiel.

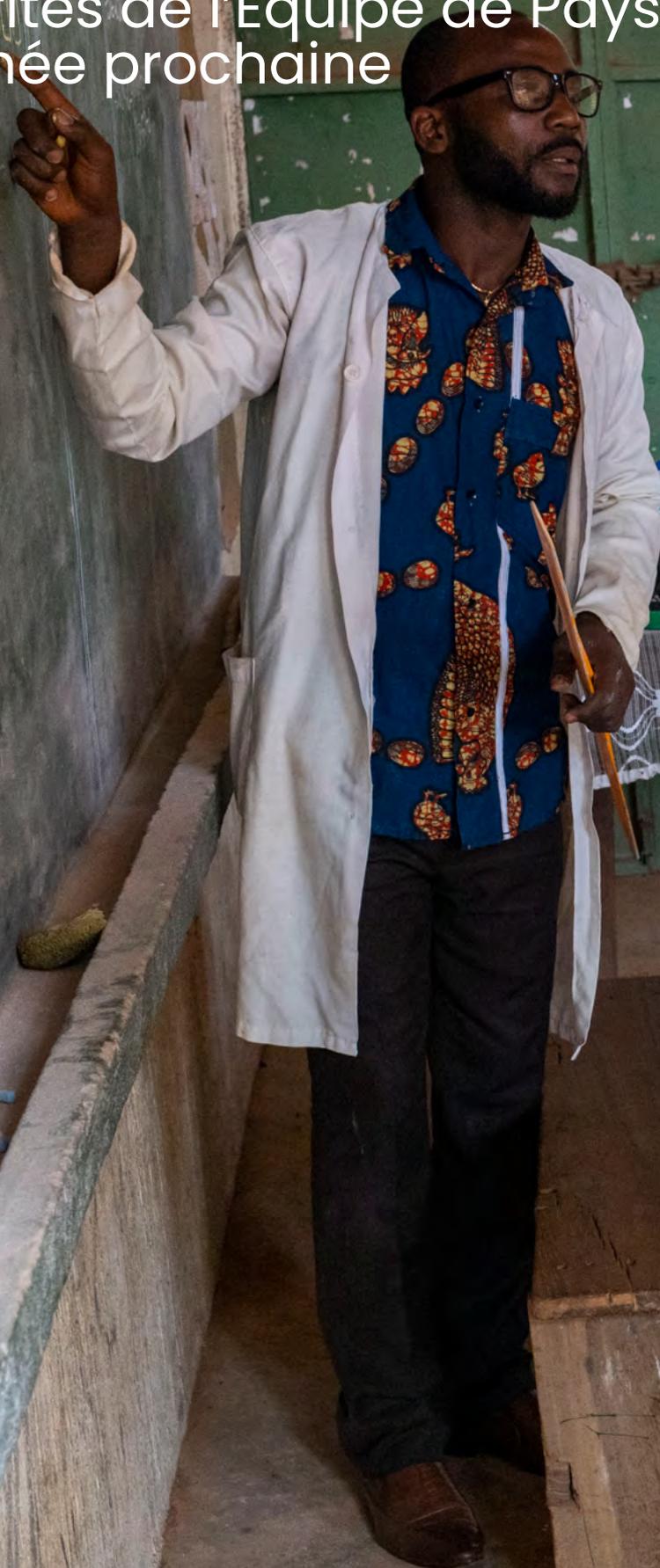
Avec le secteur privé, en plus de la mobilisation des fonds de SRE au niveau local en soutien aux initiatives spécifiques, l'Equipe Pays des Nations Unies au Togo organisera des dialogues avec les sièges internationaux des entreprises faisant des affaires avec le Togo pour la mobilisation des financements consistants.

Ces actions supposent le déploiement d'outils innovants de communication sur le Cadre de Coopération et ses résultats pour une plus grande visibilité des contributions des Nations Unies.

La mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du financement du développement qui comprend l'opérationnalisation effective de la plateforme de gestion de l'aide (PGA) sera essentielle pour le suivi des investissements en faveur des ODD.

CHAPITRE 3

Priorités de l'Equipe de Pays pour l'année prochaine



REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTRE DE L'EDUCATION

**CHARTRE DE BONNE CONDUITE
DE L'EPP SOUS L'EGIDE DE L'UNICEF**

Partenariat des acteurs scolaires : les élèves, les enseignants et parents

Contre :
 - la violence
 - la dégradation, pillage des biens de l'école
 - l'absentéisme
 - la discrimination
 - l'exploitation sexuelle
 - la discrimination ethnique, sexuelle, sociale et économique
 - les mariages précoces et forcés
 - le harcèlement des enfants

Favoriser :
 - l'équité
 - l'implication active des parents, aux côtés des enseignants
 - l'hygiène et la propreté
 - l'engagement et la participation
 - l'entraide et l'excellence
 - l'implication de l'ensemble de la communauté
 - l'amélioration de l'environnement scolaire
 - l'égalité entre les filles et les garçons

Actions positives :
 - l'implication des élèves
 - l'implication des enseignants
 - l'implication des parents
 - l'implication de la communauté

Aide et Action **KOICA** **unicef**
 pour chaque enfant



En 2024, les Nations Unies prendront en compte les bonnes pratiques et les leçons apprises pour mettre à l'échelle nationale les interventions et accélérer la réalisation des ODD. L'Equipe des Nations Unies au Togo renforcera les synergies d'intervention à travers des ajustements programmatiques transversaux, tout en s'adaptant à l'évolution du contexte local, national et régional.

Axe 1	Effet 1	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner davantage les jeunes et les femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat, le développement des activités économiques et le renforcement de l'écosystème des startups - Soutenir intensément le renforcement de la compétitivité des entreprises dans le cadre de la ZLECAf et à travers différentes initiatives, notamment le projet SWEDD (Projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel) - Reprendre le dialogue stratégique autour du financement du développement.
	Effet 2	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner le Gouvernement dans le développement de politiques publiques contribuant à la bonne gestion de la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique, de la dégradation environnementale et des catastrophes naturelles. - Développer des activités économiques pour réduire la pression sur les ressources naturelles et la mise en place d'outils de planification de l'occupation du sol et de gestion des sites à fort potentiel de biodiversité - Appuyer le Gouvernement en outils de planification et de coordination des situations d'urgence y compris pour la budgétisation sensible au genre, au climat et aux risques de catastrophe.
Axe 2	Effet 3	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner le Gouvernement dans sa politique de Protection sociale et d'investissement dans les finances publiques et les budgets sociaux - Soutenir le développement et la mise en oeuvre des stratégies et plans d'actions spécifiques dans le domaine des services sociaux et contribuer à un accès équitable aux services sociaux de base.
Axe3	Effet 4	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les actions programmatiques visant à la promotion des droits des personnes à risques d'être laissées pour compte et le renforcement de capacité pour la défense des droits.
	Effet 5	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir le dialogue autour de la gouvernance et la cohésion sociale dans le contexte de la prévention des risques contre la sécurité et la paix. - Renforcer les appuis pour l'analyse et la dissémination des résultats détaillés du RGPH5 - Renforcer l'appui au système Données de qualité et désagrégées pour l'aide à la prise de décision.



PROGRES DES INDICATEURS DU CCDD

Indicateurs CCDD	Valeurs de référence (2023)	Cibles 2026	Total progrès 2023	Sources	Agences responsables
Effet 1					
Indicateur 1.2.1 Nombre de jeunes, femmes et des personnes handicapées ayant bénéficié d'un accompagnement technique soutenu en entrepreneuriat	56 (2022)	760	192	Source : Rapport d'activité PNUD et FAO-Togo 2023	PNUD FAO
Indicateur 1.2.2 Nombre de jeunes, femmes et des personnes handicapées ayant bénéficié d'un soutien financier (subvention) en entrepreneuriat	Jeunes: Femmes: Personnes handicapées:	210	121	Source : Rapport d'activité PNUD,OIM, FAO-Togo 2023	PNUD OIM FAO ONUDI UNESCO
Indicateurs 1.4.1 Nombre de petits producteurs (femmes et hommes) et exploitants familiaux appuyé en intrants agricoles performants et climato-résilients par le SNU, dont la productivité agricole a augmenté	0	20 000	10 000	Source : Rapport d'activité FAO-Togo 2023	FAO,
Effet 2					
Indicateur 2.2.1: Nombre de ménages agricoles, pastoraux et de pêcheurs résistant aux chocs climatiques et météorologiques majeurs	0	4 980	1 239	Source : Rapport d'activité FAO-Togo 2023	PNUD, FAO
Indicateur 2.2.3. Nombre de communautés renforcées en matériels de lutte contre les changements climatiques et de gestion des risques de catastrophes	50	55	41	Rapport d'activités FAO, PNUD	PNUD
Indicateurs 2.3.1. superficie des écosystèmes dégradés restaurés (Ha)	263	77 800	956	Rapport d'activité PNUD, FAO-Togo 2023	PNUD, FAO
Indicateurs 2.3.2. superficie des écosystèmes bénéficiant des mesures de restauration et de protection (Ha)	452800	452 800	320	Rapport d'activité PNUD	PNUD
Indicateur 2.3.4: Nombre de producteurs accompagnés dans le développement des chaînes de valeurs des produits forestiers non ligneux	250	3 524	127	Rapport d'activité PNUD, FAO-Togo 2023	PNUD FAO
Effet 3					
Indicateur 3.1.1. Nombre d'enfants ayant reçu de matériel Pédagogique et/ou Didactique (préscolaire, primaire et secondaire)	0	82 700	45 145	Source : rapports de distribution, 2023	UNICEF, UNESCO, BANQUE MONDIALE
Indicateur 3.1.2: Nombre d'enseignants/formateurs ayant bénéficiés d'un renforcement de capacités pédagogiques intégrant les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les compétences de vie courante (CVC)	0	2 500	1 510	Source: Rapports Directions Régionales de l'Education 2023	UNICEF, UNESCO
Indicateur 3.2.1:Nombre d'adolescents et jeunes de 15 à 24 ans ayant reçu les services CDV/IST/ PF	0	160 000	47 273	Rapports annuels UNFPA	UNFPA UNICEF ONUSIDA OMS
Indicateur 3.2.3. Pourcentage de personnes vivant avec le VIH sous ARV	76% (2021)	95%	85,70%	(Spectrum 2023, rapport PNL5 2023)	UNICEF ONUSIDA OMS

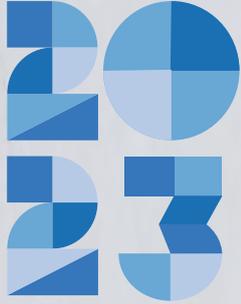
Indicateur 3.2.4 : Couverture vaccinale contre la rougeole et la rubéole	84% (2021)	90%	Rougeole 87% Source : DHIS2, 2023	Rapports annuels de performance du MSHPAUS	UNICEF OMS
Indicateur 3.2.5. Nombre de couple année protection	0	300 000	480 122	Rapports annuels de performance du MSHPAUS	UNFPA
Indicateur 3.2.6. Proportion de formations sanitaires offrant les soins obstétrico-néonataux d'urgences(SONU) fonctionnelles	39% (2022)	0	1	Rapports annuels de performance du MSHPAUS	UNFPA, OMS,
Indicateur 3.2.7. Nombre d'enfants ayant bénéficié des services de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant au niveau communautaire (PCIME-C) offerts par les agents de santé communautaires (ASC)	0	1 000 000	566.461	Rapports annuels de performance du MSHPAUS	UNICEF OMS
Indicateur 3.3.1: Nombre de personnes vulnérables sur le plan nutritionnel qui bénéficient de programmes de prévention et de traitement de la malnutrition et d'amélioration de l'alimentation	0	1 500 000	580 739	Rapports d'activié UNICEF et PAM	UNICEF PAM FAO
Indicateur 3.3.3: Nombre d'enfants et d'adolescents d'âge scolaire (filles et de garçons) ayant accès à des programmes d'alimentation scolaire (repas nutritifs de qualité)	0	17 100	16 232	Rapport d'activité PAM	PAM
Indicateur 3.4.3: Nombre de personnes vulnérables recevant, un soutien nutritionnel et alimentaire de la part du SNU	0	150 000	52 000	Rapport annuel PAM	PAM, UNICEF, FAO
Indicateur 3.5.1: Nombre de personnes ayant accès au service de base d'eau potable	0	90 000	122 000	Source : Rapport de la Direction régionale de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, 2023	UNICEF
Indicateur 3.5.2: Nombre de personnes vivant dans les communautés certifiées exemptes de défécation à l'air libre	0	250 000	129 793	"Rapport annuel Agence SNU Rapport annuel du Ministère de la santé , de l'hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins"	UNICEF
Effet 4					
Indicateur 4.1.2: nombre de victimes de VBG prises en charge (psychosociale, sanitaire et juridique)	0	" 12 000 "	10 514	Source : Rapports annuels Centre de Reference, d'Orientation et de Prise en charge des Enfants en Situation Difficile (CROPESDI) 2023, Centre d'accès au droit et à la justice pour les enfants (CADJE), 2023, Rapport DRAS savane, 2023 ; Rapports ARF et GF2D, 2023	UNFPA; PNUD; UNICEF
Indicateur 4.1.3: Nombre de structures et mécanismes dotés de capacités techniques et de solutions digitales pour améliorer l'accès à la justice pour tous et surtout les victimes/ survivantes des violences basés sur le genre.	53	65	25	Source: Ministère de la justice	PNUD, UNFPA, UNICEF
Indicateur 4.1.4: Nombre de personnes bénéficiant des services des structures communautaires oeuvrant pour la promotion des services et des droits humains y compris la santé maternelle	0	20 000	7 750	Rapport annuel de l'UNFPA; CRT	"UNFPA PNUD "

Effet 5

Indicateur 5.1.1: nombre de structures et mécanismes mis en place ou renforcés pour faciliter l'accès à la justice pour tous.	"MJ: 17 BAIOJ: 04 BIJ: 01 CADJE: 02"	" MJ: 29 BAIOJ: 08 BIJ: 02 CADJE: 04 "	" 2 CADJE 2 MJ "	Rapports d'activité PNUD UNICEF	PNUD, UNICEF
Indicateur 5.1.2: nombre d'institutions et parties prenantes dotées de capacités pour soutenir le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et la participation inclusive	4	6	3	Rapport annuel PNUD	PNUD
Indicateur 5.2.1: nombre de services d'enregistrement des naissances créés/renforcés dans les structures sanitaires	2	" 10 "	71	Source : Rapport annuel DRAS Savanes, 2023	"PNUD UNICEF "
Indicateur 5.2.2: nombre d'agents d'état civil formés pour assurer un service de qualité	0	300	261	Source : Rapport atelier de formation des Agents d'état civil de la région des savanes, DRAS 2023	PNUD; UNFPA
Indicateur 5.2.5: nombre de collectivités territoriales dotées de plan de développement communal et de capacités de mobilisation de ressources pour une gouvernance locale efficace	6	25	6	Source : rapport annuel PDC Kpendjal 1 et 2, 2023	PNUD; UNICEF
"Indicateur 5.2.6 Nombre d'établissements du préscolaire, du primaire, du secondaire et du techniques/professionnels, Universitaires ayant bénéficiés d'infrastructures et/ou d'équipement, y compris scientifiques (STEM) et technologiques (TIC"	0	76	76	Source: Rapport d'activités DRE Savanes, Plateaux-Ouest et Grand-Lomé, 2023	UNICEF
Indicateur 5.2.7 Nombre de formations sanitaires équipées pour l'offre de services	0	228	228	Rapports d'activités UNFPA, UNICEF	UNFPA; UNICEF
Indicateur 5.3.1 : Nombre de structures nationales, locales, communautaires dont les capacités techniques sont renforcées sur les questions de gestion pacifique des conflits, prévention de l'extrémisme violent et la consolidation de la cohésion sociale.	0	250	49	Rapport d'activités de la Direction régionale de la Planification (Savane	PNUD, UNICEF, OIM, UNFPA
Indicateur 5.3.2 : Nombre de plateformes de jeunes et de femmes renforcées/accompagnées pour la prévention de l'extrémisme violent, la gestion pacifique des conflits, et le renforcement de la cohésion sociale	100	120	20	Rapport d'activités de la Direction régionale de la Planification (Savanes)	PNUD, UNICEF, OIM, UNFPA
Indicateur 5.3.3 : Nombre d'initiatives de dialogue et d'activité citoyennes menées par les structures accompagnées par les Nations Unies	45	55	945	Source: Rapport d'activités de la Direction régionale de la Planification (Savanes)	PNUD, UNICEF, OIM, UNFPA
Indicateur 5.4.1 : Nombre de cadres des structures nationales renforcées pour la production des données	11	33	20	Source : rapport de formation TogoData et atelier collecte ODD, 2023	Toutes les agences
Indicateur 5.5.2 : Niveau de fonctionnalité des organes de coordination du cadre de coopération et des mécanisme de coordination des ODD	Bas	Elevé	Moyen	Rapport de réunion des organes de coordination	Agences Lead
Indicateur 5.5.3 : existence de mecanismes conjoints opérationnels de diffusions des resultats du cadre de coopération	non	" Oui "	oui	Rapport de processus liés à la revue annuelle conjointe du SSDD, rapport annuel de l'Equipe de pays, UN Info	Agences Lead



RAPPORT ANNUEL



    @UN_TOGO

40 Avenue des Nations Unies • B.P. 911 Lomé TOGO •
Tel: (228) 22212022; 22212008 • FAX (228) 22 21 16 41 •

